

Rapport Annuel

2022



Conseil d'administration

Le Président

M. Mahmoud Montassar Mansour Directeur Général de l'Autorité
de Contrôle de la Microfinance

Les Membres

M. Ibrahim Ben Ammar	Magistrat de troisième grade
M. Hichem Zouaoui	Conseiller auprès du Tribunal Administratif
Mme Sonia Zoghلامي	Représentante du Ministère des Finances
M. anis Ben Taarit	Représentant du Comité Général des Assurances
M. Mohamed Sadraoui	Représentant de la Banque Centrale de Tunisie
M. Salah Essayel	Représentant du Conseil National de la Comptabilité
M. Ali Ouerghi	Choisi pour son expérience dans le domaine de la microfinance

Commissaire aux comptes



Sommaire

I.	Activités de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.....	7
1)	Présentation de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.....	7
2)	Réunions du conseil d'administration et principales décisions :	7
2.1.	Avis de l'ACM sur les dossiers de demandes d'agrément :.....	7
2.2.	Avis de l'ACM sur les projets des textes réglementaires :	8
2.3.	Décisions portant sur l'organisation et le développement du secteur de la microfinance :	8
2.4.	Décisions portant sur le contrôle et la supervision des institutions de microfinance :	8
2.5.	Décisions portant sur la conclusion de conventions de coopération avec des organismes homologues :	8
2.6.	Décisions portant sur l'organisation et le développement du secteur du « Crowdfunding » :	9
2.7.	Décisions prises lors des réunions du conseil d'administration de l'ACM réuni en conseil de Discipline :	9
3)	Rôle de l'ACM comme vecteur de développement de l'infrastructure du secteur de la microfinance ...	9
3.1.	Centrale des Risques de la Microfinance :	9
3.2.	Directives pour les opérations de remboursement par anticipation des microfinancements accordés par les institutions de microfinance à leurs clients :	11
3.3.	Publication du Baromètre de la microfinance :	11
3.4.	Traitement des réclamations émanant des clients des institutions de microfinance :	11
3.5.	Supervision des institutions de microfinance	12
a)	Reporting des IMF et contrôle sur pièces.....	12
b)	Missions de contrôle sur place.....	13
4)	Participation d'un expert de l'ACM en tant que membre, aux réunions de la Commission Tunisienne des Analyses Financières (CTAF) :	13
5)	Participation de l'ACM en tant que membre aux réunions de l'Observatoire de l'inclusion financière (OIF) :	13
6)	Participation de l'ACM aux événements organisés à l'échelle nationale ou internationale :	14

6.1	Participation de l'ACM aux réunions du comité de pilotage du programme d'appui au secteur privé et à l'inclusion financière dans les domaines de l'agriculture et de l'économie sociale et solidaire (PRASOC) :	14
6.2	Participation de l'ACM à un webinaire en ligne portant sur « L'utilisation pratique de la plateforme GoAML » :	14
6.3	Participation de l'ACM à des focus groupes portant sur l'appui aux TPME en phase de restructuration :	14
6.4	Participation de l'ACM à un colloque international intitulé « Financement de l'économie post-covid par les banques et assurances : une nouvelle problématique » :	15
6.5	Participation de l'ACM à un atelier sur le métier du « Crowdfunding » :	15
6.6	Participation de l'ACM aux réunions du comité de pilotage du programme d'Appui au Développement durable dans le secteur de l'Agriculture et de la Pêche Artisanale en Tunisie (ADAPT) :	15
6.7	Participation de l'ACM à un atelier de restitution des résultats de l'étude sur les normes sociales » :	16
6.8	Participation de l'ACM à une série de sessions portant sur le thème « Human Centered Design autour de l'inclusion financière » :	16
6.9	Participation de l'ACM à un évènement intitulé « Quelles situations et perspectives pour l'inclusion financière en Tunisie ? » :	16
6.10	Participation de l'ACM à un séminaire de réflexion stratégique sur « les enjeux, les objectifs et les offres de la SOTUGAR » :	17
6.11	Participation de l'ACM à une conférence intitulée « Prévenir les risques de non-conformité pour les établissements financiers : de la contrainte à l'opportunité » :	17
6.12	Participation de l'ACM à une table ronde sur « la micro-assurance » :	17
6.13	Participation de l'ACM à une table ronde portant sur « la supervision de la microfinance » :	18
6.14	Participation de l'ACM à une conférence portant sur le thème "Le « Crowdfunding » moteur de performance des startups" :	18
6.15	Participation de l'ACM à un forum ayant pour thème « Innovation et Paiements Digitaux : Véritables leviers pour une croissance inclusive en Tunisie » :	18
6.16	Participation de l'ACM à la conférence annuelle de SANABEL sous le thème « Réalité et avenir de l'inclusion financière dans le monde arabe » :	18
6.17	Participation de l'ACM aux travaux de la Commission chargée de l'élaboration des textes d'application du projet de loi sur la promotion de l'inclusion financière :	19
6.18	Participation de l'ACM aux réunions de travail liés au programme de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme :	19
7)	Développement organisationnel et des ressources humaines à l'ACM :	19
7.1	Programme de renforcement des capacités des autorités de régulations en matière de « Crowdfunding » :	20
7.2	Programme de renforcement des capacités institutionnelles en financement climatique pour la mise en œuvre de la « Contribution Déterminée au niveau National » (CDN) de la Tunisie :	20
7.3	Formation sur la promotion de l'inclusion financière des jeunes :	20
7.4	Formation en ligne portant sur le thème « Finance numérique et inclusion financière en Tunisie » :	21
7.5	Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Microfinance :	21
7.6	Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Gestion des Risques :	21
7.7	Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) :	21
7.8	Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Finance Digitale :	22
7.9	Appui technique au profit des autorités de régulation tunisiennes (ACM, BCT, CMF) chargées de la mise en place et de l'opérationnalisation du « Crowdfunding » en Tunisie :	22
II.	État des lieux du secteur de la microfinance en Tunisie :	22
1)	Évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011 :	22
2)	Données sur le secteur de la microfinance en Tunisie durant l'année 2022 :	25

2.1.	Évolution des microfinancements accordés :	26
a)	Période (2020 – 2022).....	26
b)	Période (2010 – 2022).....	26
2.2.	Répartition des microfinancements accordés par région :	27
2.3.	Répartition des microfinancements accordés par secteur d'activité :	28
2.4.	Répartition des microfinancements accordés par genre :	29
2.5.	Répartition microfinancements accordés par type de projet :	30
2.6.	Microfinancement moyen :	31
2.7.	Évolution de l'encours des microfinancements :	32
a)	Encours par catégorie d'IMF	32
b)	Encours moyen par microfinancement actif des IMF SA.....	33
2.8.	Portefeuille à risque 30 jours (PAR 30) des IMF SA.....	33
a)	Période (2020 – 2022).....	33
b)	Durant l'année 2022	35
2.9.	Taux des créances radiées des IMF SA durant la période (2020 – 2022) :	36
2.10.	Taux Effectif Global moyen pondéré des IMF SA :	37
2.11.	Données sur l'inclusion financière :	38
2.12.	Données financières sur les IMF SA :	38
a)	Principales données bilanciellles et de l'état de résultat :.....	38
b)	Indicateurs financiers des IMF SA	40
c)	Ratio de solvabilité des IMF SA	41
2.13.	IMF-SA : Données non financières	41
III.	Dynamique de développement des secteurs de la microfinance et du « Crowdfunding » en Tunisie ..	42
1)	La réalisation d'une étude sur la digitalisation de l'activité de microfinance en Tunisie :	42
2)	Vers le renforcement du cadre règlementaire du « Crowdfunding » en Tunisie :.....	43
	Rapports du commissaire aux comptes sur les états financiers arrêtés au 31-12-2022.....	44

Mot du Directeur Général

Le secteur de la microfinance a connu au cours de l'année 2022, une nette décélération de son rythme de croissance par rapport à l'année précédente, tant en nombre qu'en montant des microfinancements accordés, qui ont enregistré des taux d'augmentation respectifs relativement faibles de 1,9 % et 4,4 % contre 13,1 % et 19,3 % en 2021. Toutefois, l'encours du secteur a maintenu approximativement le même rythme de croissance de l'année dernière, en passant de 1 756,3 millions TND à 1 916,4 millions TND, enregistrant ainsi un taux d'accroissement de 9,1%. Cet encours, est détenu à concurrence de 84,3% par les IMF SA contre 15,7 pour les AMC.

Au terme de l'année 2022, le PAR 30 sans intégration des microfinancements radiés des IMF SA et leur PAR 30 avec intégration des microfinancements radiés, se sont établis respectivement à 3,33% et 5,11 % contre 2,87% et 4,90 % au 31 décembre 2021.

Le 24 novembre 2022, l'ACM a publié sa note n°39 à destination des IMF portant sur les règles de base et procédures communes à appliquer par ces dernières lors de la réalisation des opérations de remboursement par anticipation des microfinancements accordés à leurs clients. Cette note est venue notamment, consacrer le droit de tout client, de procéder à n'importe quel moment et à sa propre initiative, au remboursement anticipé, partiel ou total, de son microfinancement. Par ailleurs, cette note a soumis les IMF qui appliquent une indemnité de remboursement par anticipation (IRA), à l'obligation de la fixer à une valeur ne pouvant en aucun cas excéder le plus faible des deux montants suivants :

- 2 % du capital restant dû en principal,
- Les intérêts rattachés à la prochaine échéance non échue.

Cette note est entrée en vigueur à sa date de publication. Toutefois, un délai de trois mois à partir de la date précitée, a été accordé aux IMF pour se mettre en conformité avec l'obligation de fournir à tout client exerçant son droit de remboursement anticipé partiel de son microfinancement, un tableau d'amortissement dressé sur la base du nouveau montant dû, arrêté conformément aux termes de ladite note.

L'année 2022 a vu la publication d'un texte réglementaire d'une importance cruciale pour le développement du « Crowdfunding » en Tunisie, à la rédaction duquel l'ACM a contribué de manière significative. Il s'agit du décret n° 2022-767 du 19 octobre 2022 portant organisation de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités, dont l'objectif est d'organiser cette nouvelle activité de manière à garantir le bon déroulement des opérations et la protection des fonds des contributeurs. Ce nouveau texte constitue une référence fondamentale pour toute société souhaitant s'adonner à une activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités, car il lui permet d'appréhender tous les éléments sur la base desquels un agrément pour l'exercice de cette activité peut lui être accordé par l'ACM. Et c'est d'ailleurs dans ce même cadre que l'ACM a publié sa première note en lien avec cette nouvelle activité, par laquelle elle a fixé la liste des pièces constituant le dossier de la demande d'agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités et les éléments que doit comprendre le plan d'affaires.

I. Activités de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

1) Présentation de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

Créée par l'article 43 du décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, **l'Autorité de Contrôle de la Microfinance** est un comité indépendant, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière ; ce qui garantit sa neutralité et lui confère les prérogatives d'une autorité publique lui permettant d'assurer son rôle de superviseur du secteur de la microfinance. Les modalités de fonctionnement de l'ACM sont fixées par le décret n°2012-2128 du 28 septembre 2012.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance est chargée principalement de :

- Instruire les dossiers d'agrément des institutions de microfinance et d'émettre un avis à leurs propos,
- Contrôler, sur pièces et sur place, les institutions de microfinance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité.
- Mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de microfinance à leur demande. Elle peut à cette fin demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations.
- Prononcer des pénalités et/ou des sanctions administratives, à l'exception du retrait d'agrément, en cas de violation des dispositions du décret-loi n°2011-117 précité et de ses textes d'application.
- Proposer, avec justification, au ministre des finances le retrait de l'agrément des institutions de microfinance et de leurs unions.
- Émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance est dotée d'un conseil d'administration et d'une direction générale qui se compose d'un directeur général et des structures administratives et techniques.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance s'est vu confier de nouvelles attributions, suite à la promulgation de la loi n°2020-37 du 6 août 2020 relative au « Crowdfunding », notamment :

- Accorder un agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités conformément aux conditions fixées par le décret n°2022-767 du 19 octobre 2022 portant organisation de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités,
- Contrôler sur pièces et sur place les sociétés prestataires en « Crowdfunding » en dons et libéralités et leurs dirigeants et personnels, et ce, dans le but de s'assurer de la conformité de leur activité aux dispositions de la loi et ses textes d'application ainsi qu'aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

2) Réunions du conseil d'administration et principales décisions :

Durant l'année 2022, le conseil d'administration de l'ACM s'est réuni 18 fois dont 5 fois en conseil de discipline et a pris les principales décisions suivantes :

2.1. Avis de l'ACM sur les dossiers de demandes d'agréments :

- Emission d'un avis concernant la demande de recapitalisation d'une institution de microfinance.
- Émission d'avis concernant huit (08) demandes d'ouverture de nouvelles agences d'institutions de microfinance non programmées dans leurs business plans.

- Émission d’avis concernant deux (02) demandes d’acquisition de parts dans le capital social de deux institutions de microfinance.

Le conseil d’administration de l’ACM a suivi de très près l’état d’avancement de l’instruction des douze demandes d’agrément pour l’exercice de l’activité de microfinance par des institutions de microfinance régionales sous forme associative.

2.2. Avis de l’ACM sur les projets des textes règlementaires :

- Projet d’un arrêté proposé par la direction générale pour modifier l’arrêté du ministre des finances du 21 janvier 2019 fixant les normes de gouvernance, de transparence financière et les déclarations auxquelles sont soumises les associations de développement.
- Projet de loi portant sur la promotion de l’inclusion financière.

2.3. Décisions portant sur l’organisation et le développement du secteur de la microfinance :

- Approbation de la note n°36 relative à la mise en place d’un reporting annuel conforme aux normes internationales d’information financière (IFRS).
- Approbation de la note n°37 modifiant et complétant la note n°31 du 18 mai 2020 relative aux sanctions administratives et pécuniaires à infliger aux institutions de microfinance sous forme de société anonyme contrevenantes aux dispositions du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l’activité des IMF et de ses textes d’application.
- Approbation de la note n°38 modifiant et complétant la note n°32 du 18 mai 2020 relative aux sanctions administratives et pécuniaires à infliger aux institutions de microfinance sous forme associative contrevenantes aux dispositions du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l’activité des IMF et de ses textes d’application.
- Approbation de la note n°39 relative aux règles de base et aux procédures communes à appliquer par les institutions de microfinance lors de la réalisation des opérations de remboursement par anticipation des microfinancements accordés à leurs clients.

Toutes les notes citées ci-dessus, ont été publiées sur le site de l’ACM.

2.4. Décisions portant sur le contrôle et la supervision des institutions de microfinance :

- Examen du rapport de la mission de contrôle relative à la vérification des données et des déclarations à la Centrale des Risques de la Microfinance réalisées par une IMF SA.
- Suivi de l’exécution des injonctions adressées par l’ACM aux IMF SA dans le cadre des missions de contrôle sur place dont elles ont fait l’objet.
- Examen d’un rapport de contrôle sur place portant sur le système de détection des opérations et transactions suspectes dont est doté une IMF SA.
- Examen du rapport de la mission de contrôle sur place réalisée auprès d’une IMF SA portant sur les risques liés au blanchiment d’argent et au financement du terrorisme.
- Suivi de l’évolution du secteur de la microfinance notamment à travers les indicateurs de solvabilité et de liquidité ainsi que le taux effectif global moyen des microfinancements accordés par les IMF SA.
- Planification des missions de contrôle sur place pour l’année 2023.

2.5. Décisions portant sur la conclusion de conventions de coopération avec des organismes homologues :

- Signature d’une convention de coopération et d’échange d’informations entre l’Autorité de Contrôle de la Microfinance (ACM) et le Comité Général des Assurances (CGA).
- Approbation d’une convention de coopération et d’échange d’informations entre l’Autorité de Contrôle de la Microfinance (ACM) et l’Observatoire de l’Inclusion Financière (OIF).

2.6. Décisions portant sur l'organisation et le développement du secteur du « Crowdfunding » :

- Fixation de la liste des notes à publier par l'ACM relatives à l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités.
- Approbation de la note CF n° 1 relative à la liste des pièces constituant le dossier de la demande d'agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités et les éléments que doit comprendre le plan d'affaires.

2.7. Décisions prises lors des réunions du conseil d'administration de l'ACM réuni en conseil de Discipline :

En 2022, le Conseil d'Administration de l'ACM s'est réuni cinq (5) fois en conseil de discipline et a pris notamment les décisions suivantes :

- Infliger un blâme à une institution de microfinance avec une injonction la sommant de prendre les mesures correctrices, dans un délai d'un mois, en vue de pallier les insuffisances relevées et réduire les risques liés au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme,
- Infliger des sanctions pécuniaires aux IMF contrevenantes aux dispositions du décret- loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance d'un montant total égal à 219 296 TND payable au profit du trésor public tunisien.
- Les infractions constatées par l'ACM dans ce cadre se résument comme suit :
 - Retard de transmission à l'ACM des états financiers annuels certifiés par l'auditeur externe, des informations et documents visés à l'article 14 de l'arrêté du ministre des finances du 23 décembre 2016, fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance et des déclarations mensuelles à la Centrale des Risques de la Microfinance.
 - Non-mention ou la mention de façon inexacte par une IMF SA dans une partie de ses contrats de microfinancement des mentions obligatoires relatives à la tarification et aux conditions des opérations de microfinancement.
 - Violation des dispositions de l'article 6 de l'arrêté du ministre des finances du 24 août 2016, relatif à la protection de la clientèle des institutions de microfinance, à travers des contrats de microfinancements conclus avec les clients comprenant des TEG annuels erronés.
 - Non-respect par deux IMF SA du montant maximum du microcrédit tel que fixé par l'arrêté du ministre des finances du 18 janvier 2012 relatif à la fixation du montant maximum du microcrédit et des conditions de son octroi par les IMF, tel que modifié et complété par l'arrêté du 13 avril 2018.

3) Rôle de l'ACM comme vecteur de développement de l'infrastructure du secteur de la microfinance

3.1. Centrale des Risques de la Microfinance :

Les membres du comité de pilotage du projet de la mise en œuvre de la Centrale des Risques de la Microfinance (CRM) ont signé, en date du 25 octobre 2022, un procès-verbal de réception provisoire sans réserve du lot n°5 dudit projet.

Il importe de rappeler que ce lot comprend les six sous lots suivants :

- Sous-lot n°1 : Administration et pilotage de la CRM
- Sous-lot n°2 : Gestion des contrats de microfinancements
- Sous-lot n°3 : Gestion du référentiel de la CRM
- Sous-lot n°4 : Amélioration du web services pour les IMF
- Sous-lot n°5 : Digitalisation des transactions des institutions de microfinance
- Sous-lot n°6 : Paramétrages complémentaires

L'ACM suit en permanence le nombre des consultations de la CRM réalisées par les utilisateurs habilités, et contrôle la qualité des déclarations, le traitement et l'exploitation des données relatives aux clients des IMF et aux microfinancements. Le tableau ci-après comprend un ensemble d'indicateurs de suivi pour la période allant du premier janvier au 31 décembre 2022 :

	31-mars-22	30-juin-22	30-sept-22	31-déc-22
Nombre d'utilisateurs	1 423	1 448	1 460	1 477
Nombre de consultations (Cumul)	6 435 670	6 778 306	7 176 222	7 559 589
Nombre de consultations (Période)	336 409	342 636	397 916	383 367
Nombre de contrats déclarés (Cumul)	2 643 598	2 746 518	2 865 373	2 976 935
Nombre de contrats déclarés (période)	100 528	102 920	118 855	111 562
INDICATEURS				
Nombre de consultations par utilisateur	4 523	4 681	4 915	5 118
CONSULTATIONS PAR CONTRAT				
En nombre	2,434	2,468	2,504	2,539
En pourcentage	243,44%	246,80%	250,45%	253,94%

L'ACM a mis à la disposition des IMF l'adresse électronique suivante : reclamation_crm@acm.gov.tn afin qu'elles puissent envoyer leurs réclamations en relation avec la CRM, qu'elles soient d'ordre technique ou relatives au métier.

Durant l'année 2022, l'ACM a procédé au traitement de **3 743** réclamations émanant des IMF. Lesdites réclamations sont réparties comme suit :

Objet de la réclamation	Nombre de réclamations traitées
Date de naissance incorrecte	3 002
Nom, prénom et date de naissance incorrecte	640
Nom ou prénom incorrect	101
Total	3 743

3.2. Directives pour les opérations de remboursement par anticipation des microfinancements accordés par les institutions de microfinance à leurs clients :

Les missions de contrôle sur place menées par ses contrôleurs ainsi que les réclamations déposées par la clientèle des institutions de microfinance ont permis à l'ACM de formuler un constat factuel révélant deux pratiques contradictoires répandues dans le secteur de la microfinance en Tunisie, traduites respectivement par :

- Un engagement responsable et réel pris par plusieurs IMF qui ont déjà assorti les opérations de remboursement par anticipation, d'un coût abordable aux clients ainsi que de conditions intelligibles et accessibles.
- Une attitude peu responsable adoptée par quelques autres IMF, qui assortissent tout remboursement anticipé, de conditions ambiguës, contraignantes, et exigeant de surcroît, le paiement d'une pénalité à la fois injuste et d'un montant élevé, qu'un client a du mal à supporter.

Dans ce cadre, l'ACM a publié en date du 24 novembre 2022 sa note n°39 visant à généraliser les bonnes pratiques au niveau de tout le secteur de la microfinance en les érigeant **en règles de base et procédures communes**, que toutes les institutions de microfinance sont tenues de s'y conformer à l'occasion de la réalisation de toute opération de remboursement par anticipation d'un microfinancement, sollicitée par n'importe quel emprunteur parmi leurs clients actifs.

Cette note a permis principalement de :

- Consacrer le droit des clients des institutions de microfinance, de rembourser par anticipation leurs microfinancements
- Apporter une définition claire d'un remboursement anticipé d'un microfinancement
- Fixer le mode de détermination du montant restant à payer par un client à la date du remboursement par anticipation d'un microfinancement
- Edicter les procédures que les IMF sont tenues d'appliquer lors de la réalisation des opérations de remboursement par anticipation des microfinancements accordés à leurs clients

3.3. Publication du Baromètre de la microfinance :

Le baromètre de la microfinance de l'ACM a pour objectif principal de présenter le secteur de la microfinance à travers des indicateurs clés reflétant son importance dans l'accès des populations défavorisées aux services financiers. Quatre numéros ont été édités durant l'année 2022 (mars, juin, septembre et décembre).

3.4. Traitement des réclamations émanant des clients des institutions de microfinance :

L'ACM a reçu durant l'année 2022, **46** réclamations, émanant des clients des institutions de microfinance faisant état de litiges rencontrés avec celles-ci. L'ACM est intervenue pour résoudre les différends en :

- Adressant des correspondances officielles aux IMF concernées pour leur demander des explications au sujet de chaque requête ;
- Effectuant les investigations nécessaires ;
- Préconisant des solutions équitables ;
- Informant les requérants du sort final de leurs requêtes.

Le traitement des réclamations a permis à l'ACM de détecter certains dépassements commis par quelques IMF. Dans ce cadre, l'ACM a dû intervenir avec fermeté en obligeant les IMF contrevenantes à réparer tout préjudice qu'elles ont causé à chaque client concerné.

3.5. Supervision des institutions de microfinance

a) Reporting des IMF et contrôle sur pièces

- " Institution de microfinance sous forme de Société Anonyme "

Au cours de l'année 2022, les contrôleurs de l'ACM ont procédé au contrôle des différents rapports et états périodiques reçus des IMF conformément à l'arrêté du ministre des finances du 23 décembre 2016, fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance.

- " Institution de microfinance sous forme Associative "

Dans le cadre des missions de contrôle sur pièces des Associations de Microcrédits (AMC) qui ne se sont pas conformées aux dispositions du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, les contrôleurs de l'ACM ont poursuivi, durant l'année 2022, les opérations d'examen des états financiers et des rapports des commissaires aux comptes au titre de l'année 2021 et 2022 parvenus à l'ACM jusqu'au 20 novembre 2023.

A cette date, 60 associations de microcrédits dont 98% sont actives, ont envoyé à l'ACM leurs états financiers et/ou leurs rapports des commissaires aux comptes, tandis que 218 associations ne l'ont pas envoyé dont 141 sont actives et ce au titre des reporting de l'année 2021.

Quant aux états financiers et rapports des commissaires aux comptes relatifs à l'année 2022, uniquement, 35 associations ont envoyé leurs reporting à l'ACM, alors que 244 associations ne l'ont pas envoyé au titre de la même année.

Ainsi au 20 novembre 2023, le pourcentage des associations actives n'ayant pas envoyés à l'ACM leurs états financiers et/ou leurs rapports des commissaires aux comptes au titre de l'année 2021 s'est établi à 70,5% contre 82,4% au titre de l'année 2022.

Le contrôle sur pièces des différents états financiers et rapports dont notamment les rapports des commissaires aux comptes, a permis aux contrôleurs de l'ACM de relever des défaillances au niveau de la gestion des AMC.

Des insuffisances au niveau du contenu des rapports élaborés par certains commissaires aux comptes ont été aussi soulevées dont notamment :

- Absence d'observations faisant état de la non-conformité des associations de microcrédits aux dispositions du décret -loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisations de l'activité des institutions de microfinance.
- Absence d'observations divulguant l'application par certaines AMC, des anciennes normes comptables n° 32, 33 et 34, relatives aux associations de microcrédits, approuvées par l'arrêté du ministre des finances du 22 novembre 2001, alors qu'elles ont été abrogées par l'arrêté du ministre des finances du 27 mars 2018.

- La certification des états financiers sans respecter scrupuleusement l'arrêté du ministre de l'économie et des finances du 17 novembre 2014, relatif à la fixation des modalités de l'audit externe des comptes des institutions de microfinance, et tout particulièrement les dispositions de ses articles 12 et 17.

b) Missions de contrôle sur place

Au cours de l'année 2022, et dans le cadre de l'exercice du mandat dévolu à l'ACM par la réglementation en vigueur, des équipes de contrôleurs ont été désignées et chargées par le directeur général pour réaliser quatre missions de contrôle sur place auprès des IMF SA. Ces missions ont porté notamment sur :

- ✓ Les risques liés au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme
- ✓ Le système de détection des opérations et transactions suspectes
- ✓ La vérification du calcul du TEG annuel

4) Participation d'un expert de l'ACM en tant que membre, aux réunions de la Commission Tunisienne des Analyses Financières (CTAF) :

Conformément à l'article 119 de la loi organique n° 2015-26 du 7 août 2015, relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2019-9 du 23 janvier 2019, un expert représentant l'Autorité de Contrôle de la Microfinance siège en tant que membre à la Commission Tunisienne des Analyses Financières (CTAF).

En 2022, l'expert représentant l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a pris part aux différentes réunions de la Commission Tunisienne des Analyses Financières.

D'un autre côté, un cadre représentant l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a pris part à toutes les réunions du comité d'orientation de la CTAF.

5) Participation de l'ACM en tant que membre aux réunions de l'Observatoire de l'inclusion financière (OIF) :

Conformément à la loi n°2016-35 du 25 avril 2016, portant fixation du statut de la Banque Centrale de Tunisie et au décret gouvernemental n° 2017-1259 du 17 novembre 2017, fixant la composition et les règles d'organisation et de fonctionnement de l'observatoire de l'inclusion financière ainsi que la liste des institutions et administrations concernées par son intervention, le directeur général de l'ACM siège en tant que membre au conseil d'administration de l'OIF.

En 2022, le directeur général de l'ACM, a participé à la deuxième réunion du conseil de l'observatoire qui s'est tenue le 9 mars 2022 et qui a été consacrée principalement aux points suivants :

- Rapport d'activité de l'OIF au titre de l'année 2021 et de son programme d'activité pour l'année 2022,
- Rapport annuel de l'activité de la médiation bancaire pour l'année 2020
- Présentation d'une étude sur l'écosystème de la médiation bancaire : Enjeux et perspectives de la médiation bancaire,

6) Participation de l'ACM aux événements organisés à l'échelle nationale ou internationale :

6.1 Participation de l'ACM aux réunions du comité de pilotage du programme d'appui au secteur privé et à l'inclusion financière dans les domaines de l'agriculture et de l'économie sociale et solidaire (PRASOC) :

Un cadre représentant l'ACM a pris part aux réunions du comité de pilotage du programme PRASOC, qui vise à favoriser l'inclusion financière d'opérateurs économiques qui ont des difficultés d'accès au système formel de financement, mais ayant un potentiel pour développer des activités économiques durables dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'économie sociale et solidaire (ESS).

Il importe de rappeler que dans le cadre de ce programme, l'ACM a procédé à la publication de sa note n°33 en date du 28 décembre 2020 expliquant les conditions de mise en œuvre de la ligne de crédit d'un montant de 15 millions d'euros et du fonds d'appui à l'inclusion financière d'un montant de 7 millions d'euros destinés au programme d'appui au développement du secteur privé et de l'inclusion financière dans le domaine de l'économie sociale et solidaire notamment :

- Les critères d'éligibilité des IMF, des micro-entrepreneurs, des activités et des opérations
- Les procédures et modalités d'utilisation des fonds ;
- Les conditions de rétrocession de la ligne de crédit de l'ESS.

6.2 Participation de l'ACM à un webinaire en ligne portant sur « L'utilisation pratique de la plateforme GoAML » :

Deux cadres de l'ACM ont participé à un webinaire en ligne à travers l'application TEAMS portant sur l'utilisation pratique de la plateforme « GoAML » organisée par l'Institut de la Banque Centrale de Tunisie (IBCT) en collaboration avec la Commission Tunisienne des Analyses Financières (CTAF) en date du 22 février 2022 et ayant permis de présenter les différentes fonctionnalités de la plateforme GoAML, le nouveau canal de communication entre la CTAF et les différentes parties prenantes dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent.

Ce webinaire qui a été animé par deux analystes financiers de la CTAF, s'est articulé autour des axes suivants :

1. Présentation de la plateforme GoAML
2. Procédure d'inscription des entités sur la plateforme GoAML Web
3. Procédure d'inscription des utilisateurs et gestion des rôles sur la plateforme GoAML Web
4. Présentation des fonctionnalités de la plateforme GoAML
5. Présentation des différents types de rapports dédiés à la coopération et l'échange des données
6. Simulation de quelques scénarios

6.3 Participation de l'ACM à des focus groupes portant sur l'appui aux TPME en phase de restructuration :

Un cadre de l'ACM a assisté aux travaux des focus groups portant sur l'appui aux TPME en phase de restructuration organisés le 29 Mars 2022, et ce, dans le cadre du « Programme de support pour l'amélioration de l'accès au financement des TPME financé par la Banque Mondiale au profit du Ministère

des Finances et mise en œuvre par le cabinet PWC. A cet effet, une étude portant sur l'appui aux TPME en phase de restructuration a été présentée.

Les travaux de ces focus groups visent à approfondir les discussions et à présenter des propositions ayant trait notamment aux sujets suivants :

- Renforcement des mécanismes de financement existants en Tunisie,
- Défis auxquels les TPME font face,
- Adoption des bonnes pratiques les mieux adaptées au contexte tunisien.

6.4 Participation de l'ACM à un colloque international intitulé « Financement de l'économie post- covid par les banques et assurances : une nouvelle problématique » :

Une équipe de l'ACM composée du directeur général et de deux cadres ont participé aux travaux du colloque international sur le financement de l'économie post-COVID par les banques et les assurances, qui a été organisé en date du 25 mai 2022 à Tunis, par l'Institut de Financement du Développement du Maghreb Arabe (IFID) en marge de la cérémonie de son 40^{ème} anniversaire.

6.5 Participation de l'ACM à un atelier sur le métier du « Crowdfunding » :

Un atelier de travail sur le métier du « Crowdfunding » en dons et libéralités a été organisé le 30 mai 2023 à Tunis par « Financial Services Volunteer Corps (FSVC) » dans le cadre du programme Impact Finance visant le renforcement des capacités des autorités de régulation dans le domaine du « Crowdfunding ». Cet atelier de travail a été animé par un expert allemand spécialisé dans le domaine et a vu la participation du directeur général de l'ACM ainsi que de deux cadres.

Lors de cet atelier, un échange fructueux sur l'expérience internationale pour le métier du « Crowdfunding » en dons et libéralités s'est dégagé ainsi qu'un exposé sur la toolbox réglementaire a été présenté notamment le modèle de contrat de « Crowdfunding », le reporting, le manuel de supervision, etc.

Cet évènement a été clôturé par une rencontre avec les acteurs clés intervenants dans l'écosystème du « Crowdfunding » notamment les banques, la poste Tunisienne, les établissements de paiement dans le but de les sensibiliser sur ce nouveau métier.

Dans le même cadre, deux représentants de l'ACM ont assisté à une réunion virtuelle tenue le 23 décembre 2023, animée par un expert allemand avec la participation de représentants de la Banque Centrale de Tunisie, du Conseil du Marché Financier et du Comité Général des Assurances, qui a été consacrée à une discussion autour du contrat d'assurance, objet de l'article 44 de la loi n°2020-37 du 6 août 2020 relative au « Crowdfunding », les risques sous-jacents ainsi que l'expérience internationale en matière d'assurance pour ce métier.

6.6 Participation de l'ACM aux réunions du comité de pilotage du programme d'Appui au Développement durable dans le secteur de l'Agriculture et de la Pêche Artisanale en Tunisie (ADAPT) :

Un cadre de l'ACM a participé en tant que membre aux différentes réunions du comité de pilotage du programme d'Appui au Développement durable dans le secteur de l'Agriculture et de la Pêche artisanale en Tunisie (ADAPT) financé par l'union européenne et géré par l'Agence Italienne pour la Coopération au développement (AICS) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

Le représentant de l'ACM a pris part à une séance de restitution dudit programme qui s'est tenue en date du 14 juin 2022 à Tunis.

En guise de rappel, le programme ADAPT est en synergie avec le programme PRASOC, financé par la coopération italienne et lancé en 2020 comme un programme d'inclusion financière pour soutenir l'entrepreneuriat agricole et halieutique, ainsi que l'entrepreneuriat dans le secteur de l'économie sociale et solidaire.

ADAPT est doté d'un budget de 25 millions d'euros sur une durée de 7 ans. Il est mis en place pour encourager la transition vers des systèmes de production durables et pour pallier :

- Le manque d'investissements privés dans le secteur agroalimentaire,
- Les difficultés d'accès au crédit pour les petites et moyennes entreprises du secteur
- La crise économique, sociale et environnementale qui s'est aggravée ces dernières années en raison de la pandémie de Covid-19.

6.7 Participation de l'ACM à un atelier de restitution des résultats de l'étude sur les normes sociales » :

Deux cadres de l'ACM ont assisté à un atelier de restitution des résultats d'une étude sur les normes sociales, organisé par la GIZ à Tunis en date du 21 juin 2022, dans le cadre du projet « Inclusion financière en Tunisie – IFT » qui s'étale sur 3 ans (2020-2023) et qui vise le soutien et le développement du cadre réglementaire et institutionnel et le renforcement des compétences en matière de réglementation et de contrôle des services financiers. Cette étude a pour objectif, l'identification des normes sociales qui influencent l'inclusion financière des femmes dans les régions de Bizerte et de Jendouba.

6.8 Participation de l'ACM à une série de sessions portant sur le thème « Human Centered Design autour de l'inclusion financière » :

Deux cadres de l'ACM ont participé à des ateliers autour du thème « Human Centered Design HCD » organisés du 30 juin au 02 juillet 2022 à Tunis. Ils s'inscrivent dans le cadre des activités du projet « Inclusion Financière en Tunisie (IFT) », mis en œuvre par la GIZ depuis avril 2020.

Cet évènement a permis de réunir les parties prenantes et les acteurs clés de l'écosystème de l'inclusion financière en Tunisie issus du secteur public et privé.

Pendant ces trois jours, les experts mandatés pour cet évènement ont mis l'accent sur les principes du Human Centered Design (HCD), qui est une approche méthodologique visant à développer d'une manière itérative des solutions aux problèmes et ce en mettant au cœur de son processus la dimension humaine. Cette rencontre a permis de présenter cette méthode et ses retombées en matière d'inclusion financière notamment le renforcement de l'accès aux services financiers formels au profit des personnes à faible revenu, économiquement actives, et qui évoluent principalement dans les zones rurales et périurbaines dont particulièrement les femmes.

Dans la continuité des activités de la mission « Human Centered Design - HCD », un cadre de l'ACM a assisté à une rencontre intitulée "Show & Tell" organisée par la GIZ en date du 26 Octobre 2022 au siège de l'IACE, réunissant des acteurs de l'inclusion financière digitale en Tunisie issus des secteurs public et privé. Cet évènement a été dédié à un partage d'une expérience unique d'intelligence collective et de collaboration créative.

6.9 Participation de l'ACM à un évènement intitulé « Quelles situations et perspectives pour l'inclusion financière en Tunisie ? » :

Le directeur général ainsi qu'un autre cadre de l'ACM, ont pris part à l'évènement qui a eu lieu le 15 juin 2022 à Tunis sur « l'état des lieux et les perspectives pour l'inclusion financière en Tunisie » organisé par l'Agence Française de Développement (AFD) en partenariat avec le ministère des finances,

la Banque Centrale de Tunisie, la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance, le Comité Général des Assurances et l'Observatoire de l'inclusion Financière.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'un accord-cadre conclu entre la Tunisie et l'AFD ciblant l'appui des réformes socio-économiques en Tunisie pour une croissance durable créatrice d'emplois permettant d'améliorer les conditions de vie des populations.

6.10 Participation de l'ACM à un séminaire de réflexion stratégique sur « les enjeux, les objectifs et les offres de la SOTUGAR » :

Un cadre de l'ACM a assisté à un séminaire de réflexion stratégique sur « les enjeux, les objectifs et les offres de la SOTUGAR » qui a eu lieu à Tunis en date du 30 septembre 2022.

Cet évènement s'inscrit dans le cadre des travaux de réflexion entamés par la SOTUGAR, avec l'appui de la Banque Mondiale incluant notamment la redéfinition de ses mécanismes de garanties en vue d'assurer une meilleure adéquation à moyen et long terme de ses produits de garantie. Le séminaire avait comme objectifs :

- D'échanger sur l'état des lieux actuel et les besoins autour des mécanismes de garanties.
- D'identifier les objectifs stratégiques de la SOTUGAR et les recommandations à mettre en œuvre.
- De réfléchir sur le business model et le modèle opérationnel de la SOTUGAR.

Le workshop a permis de réunir les acteurs clés de l'écosystème notamment les banques, les institutions de microfinance, les SICAR, les sociétés de leasing, le ministère des finances, les régulateurs et les bailleurs de fonds.

6.11 Participation de l'ACM à une conférence intitulée « Prévenir les risques de non-conformité pour les établissements financiers : de la contrainte à l'opportunité » :

Deux cadres de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance ont participé le 4 octobre 2022 à Tunis, à une conférence intitulée « Prévenir les risques de non-conformité pour les établissements financiers : de la contrainte à l'opportunité », organisé par le Conseil Bancaire et Financier (CBF).

Cette conférence était une opportunité pour échanger autour de l'importance de la conformité, notamment en matière d'anti-corruption, de lutte anti-blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) ainsi que les enjeux liés à la maîtrise de ces risques en Tunisie et dans la région du Maghreb Arabe et en Afrique.

L'évènement a été rehaussé par la participation de hauts responsables délégués des banques, des établissements de leasing et de factoring, des sociétés d'assurances, des SICARS, des sociétés de gestion de portefeuille, des intermédiaires en bourse, des institutions de microfinance ainsi que des avocats et des experts comptables.

6.12 Participation de l'ACM à une table ronde sur « la micro-assurance » :

A l'issu de l'évènement portant sur l'état des lieux de la stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF) intitulé « Quelles situations et perspectives pour l'inclusion financière en Tunisie », organisé par l'Agence française de développement (AFD), une série de tables rondes sur des thématiques clés liées à l'inclusion financière notamment la micro-assurance et la supervision de la microfinance.

Ces tables rondes ont pour but de définir une vision et des actions communes à entreprendre et d'en faire leur monitoring et suivi. A cet effet, une équipe de l'ACM composé de deux (2) cadres ont assisté à cette table ronde sur la micro-assurance tenue en date du 29 septembre 2022 au siège de l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprises (IACE) à Tunis.

6.13 Participation de l'ACM à une table ronde portant sur « la supervision de la microfinance » :

Deux cadres de l'ACM ont pris part à une table ronde portant sur la supervision de la microfinance, organisée par l'Agence Française de Développement (AFD) en date du 25 octobre 2022 à l'IACE à Tunis. Lors de cette rencontre, un exposé sur les expériences internationales en matière de supervision de la microfinance et un consensus s'est dégagé sur la nécessité d'avoir une concertation entre les différentes parties prenantes afin de définir une vision et des actions communes à entreprendre dans ce domaine.

6.14 Participation de l'ACM à une conférence portant sur le thème "Le « Crowdfunding » moteur de performance des startups" :

En marge de la première édition des journées de l'innovation et de l'entrepreneuriat « IP Days 2022 », un cadre de l'ACM a pris part à la conférence intitulée "Le « Crowdfunding » : moteur de performance des startups", organisée par RedStart Tunisie le 11 novembre, à Tunis et ce dans le cadre du projet « Innov'I » d'Expertise France, financé par l'Union Européenne avec le concours du réseau Finance Participative Afrique et Méditerranée (FPAM) et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

L'intervention du représentant de l'ACM lors du panel dédié au thème « *Régulateurs, l'état des lieux du « Crowdfunding » en Tunisie et les prochaines étapes* », a porté notamment sur :

- La nature des projets/initiatives à but lucratif qui sont éligibles pour obtenir un financement en « Crowdfunding » au sens de l'article 2 de la loi n°2020-37 du 6 août 2020 relative au « Crowdfunding »,
- Les étapes postérieures à la promulgation des décrets d'application n°2022-765, n°2020-766 et n°2020-767 du 19 octobre 2022 portant respectivement organisation de l'activité du « Crowdfunding » en investissement dans des valeurs mobilières, en prêt et en dons et libéralités.

6.15 Participation de l'ACM à un forum ayant pour thème « Innovation et Paiements Digitaux : Véritables leviers pour une croissance inclusive en Tunisie » :

Le directeur général de l'ACM a pris part au forum intitulé « Innovation et Paiements Digitaux : Véritables leviers pour une croissance inclusive en Tunisie » qui a eu lieu en date du 17 novembre 2022 à Tunis et organisé par la Banque Centrale de Tunisie et la société financière internationale (IFC).

En marge de ce forum, la Banque Centrale de Tunisie a annoncé le lancement de la plateforme de paiement numérique des factures des services publics « Paysmart.tn » pour accélérer l'inclusion financière. Ce projet conduit en partenariat avec l'IFC, permettra aux tunisiens de régler en ligne et via des applications mobiles les factures de plusieurs services publics tels que l'eau et l'électricité et sans charges supplémentaires.

6.16 Participation de l'ACM à la conférence annuelle de SANABEL sous le thème « Réalité et avenir de l'inclusion financière dans le monde arabe » :

Un cadre de l'ACM a participé à la conférence annuelle organisée par SANABEL, le réseau arabe de la microfinance, qui s'est tenue les 22 et 23 novembre 2022 au Caire en Égypte, sous le thème « Réalité et avenir de l'inclusion financière dans le monde arabe ».

Des sessions de formation ont été programmées au cours de cette conférence se rapportant à plusieurs thématiques notamment :

- La microfinance verte dans la région MENA : résultats et perspectives
- Le rôle du secteur de la microfinance pour des MPME financièrement inclusives
- Findex 2021 et l'inclusion financière dans le monde arabe
- La transformation numérique à l'ère du COVID 19

6.17 Participation de l'ACM aux travaux de la Commission chargée de l'élaboration des textes d'application du projet de loi sur la promotion de l'inclusion financière :

Dans le cadre du programme d'assistance technique de la Banque Mondiale pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière, des groupes de travail ont été formés au mois de juin 2021 comprenant des représentants du Ministère des Finances, de la Banque Centrale de la Tunisie, de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance, du Comité général des assurances et de l'Observatoire de l'Inclusion financière et de la Banque Mondiale. Les cadres représentants l'ACM ont pris part aux réunions techniques en ligne et en présentiel tenues au courant de l'année 2022 et portant sur les thématiques suivantes :

- L'intermédiation en opérations de banques,
- Le conseil national des paiements,
- Le conseil national de l'inclusion financière (CNIF)
- Les services bancaires minimums et gratuits,
- Les personnes morales et les personnes physiques à revenu limité,
- La micro-assurance.

6.18 Participation de l'ACM aux réunions de travail liés au programme de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme :

L'ACM a entamé un projet d'élaboration d'un score permettant de mesurer le risque de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme auxquels font face les institutions de microfinance sous forme de sociétés anonymes avec l'appui et l'assistance technique de la Banque Mondiale.

Il importe de souligner qu'à l'issue de cette mission, plusieurs documents ont été préparés dont notamment :

- Un questionnaire LBC-FT pour les IMF assujetties,
- Une note méthodologique pour l'évaluation et la cartographie des risques au sein des IMF,
- Un manuel de surveillance des risques pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme,
- Des supports de formation au profit des superviseurs de l'ACM lors de leurs missions de contrôles sur pièces et sur places.

Pour parvenir à ce résultat, une équipe de l'ACM a pris part au cours de l'année 2022 à une série de réunions avec des experts de la Banque Mondiale dans le but de mettre en œuvre ce projet de scoring qui permettra notamment de classer les IMF SA sur la base des risques de blanchiment d'argent et de financement de terrorisme auxquels chacune d'entre elles est exposée.

Dans ce cadre, l'équipe IT de l'ACM a développé une application informatique permettant de scorer chaque IMF en se basant sur les données collectées en relation avec sa gestion des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.

7) Développement organisationnel et des ressources humaines à l'ACM :

L'ACM veille au renforcement des capacités de son équipe à travers une politique active de formation. En effet, ses agents participent, dès leur recrutement mais également tout au long de leurs carrières à différentes formations tant en Tunisie qu'à l'étranger.

7.1 Programme de renforcement des capacités des autorités de régulations en matière de « Crowdfunding » :

Dans le cadre de l'assistance technique pour le renforcement des capacités des autorités de régulation en matière de « Crowdfunding » assurée par le projet « Innov'I » mise en œuvre par Expertise France et financée par l'union européenne, un atelier de formation a été organisé pendant trois jours, du 02 au 04 mars 2022, à Tunis, auquel quatre cadres de l'ACM ont pris part.

Ces trois journées ont été animées par trois experts internationaux et consacrées à une présentation de l'expérience française en matière de « Crowdfunding », articulée autour des thèmes suivants :

- L'agrément
- La protection des consommateurs
- La gouvernance
- Le reporting
- La gestion des risques.

7.2 Programme de renforcement des capacités institutionnelles en financement climatique pour la mise en œuvre de la « Contribution Déterminée au niveau National » (CDN) de la Tunisie :

L'ACM a été représentée par deux cadres lors des deux sessions de formation sur la « Finance Climat » tenues les 28 et 29 mars et les 13 et 14 juin 2022 à Tunis.

Ces sessions de formation, ont été organisées par la GIZ dans le cadre du projet « Renforcement des capacités institutionnelles pour la mise en œuvre de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) de la Tunisie », en partenariat avec l'Agence Nationale de Maitrise de l'Energie (ANME), le Ministère de l'Environnement et l'Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers (APTBEF).

Ce projet cible le renforcement des capacités des secteurs public et privé et des institutions financières tunisiennes en matière de « Finance Climat » afin d'accéder à des nouvelles sources de financement et d'orienter les investissements vers des technologies sobres en carbone appuyant la décarbonation de l'économie tunisienne.

Dans la même optique, un cadre de l'ACM a pris part en date du 30 septembre 2022 à une troisième session de formation sur la même thématique ayant pour objectifs de :

- Rappeler les enjeux « Energie & Climat » à l'échelle mondiale
- Déployer la feuille de route « Climat-Finance » et les étapes de la mise en place d'une stratégie dédiée au climat.
- Présenter les métriques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique à intégrer.
- Mettre en place des outils pour le financement d'activité appropriée à la transition bas-carbone
- Définir une feuille de route pour une contribution opérationnelle des institutions financières dans la mise en œuvre de la CDN de la Tunisie.

7.3 Formation sur la promotion de l'inclusion financière des jeunes :

Un cadre de l'autorité a participé à une formation sur la promotion de l'inclusion financière des jeunes, organisée par l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) au profit de ses partenaires et membres dans la région arabe, qui a eu lieu à Tunis du 19 au 21 juillet 2022.

Cette formation régionale cible le renforcement de la capacité des participants membres de l'AFI à identifier et à définir les politiques adéquates pour promouvoir l'inclusion financière des jeunes.

7.4 Formation en ligne portant sur le thème « Finance numérique et inclusion financière en Tunisie »:

Une dizaine de contrôleurs de l'ACM ont pris part à une série de sessions de formation en ligne intitulée « Finance numérique et inclusion financière en Tunisie » organisée par la Frankfurt School of Finance & Management et la GIZ Tunisie et soutenues par la Banque Centrale de Tunisie, l'Observatoire de l'Inclusion Financière et l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.

Ces sessions de formation en ligne ont été assurées de septembre à novembre 2022 et visaient à approfondir les connaissances des participants sur la finance numérique et l'inclusion financière en Tunisie.

7.5 Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Microfinance :

Quatre contrôleurs de l'ACM ont participé à la formation en ligne pour l'obtention du certificat d'expert en microfinance du « Frankfurt School of Management and Finance ». Etalée sur 6 mois, cette formation a pour objectif de permettre aux participants de maîtriser :

- La gestion des microcrédits
- La gestion de la micro-épargne et de la micro-assurance
- La gestion des risques
- Le marketing et ventes
- La gestion de la performance financière et sociale
- La gestion des ressources humaines

7.6 Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Gestion des Risques :

Deux cadres de l'ACM ont participé à la formation en ligne pour l'obtention du certificat d'expert en Gestion des Risques du « Frankfurt School of Management and Finance ».

Cette formation a débuté en mars 2022 et s'est étalée sur 6 mois. Elle visait à approfondir la compréhension des risques auxquels sont exposés les IMF, leur analyse et leur gestion notamment le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité et le risque opérationnel.

Au mois de septembre 2022, les deux participants ont passé l'examen final et ont obtenu leurs certificats d'expert en gestion des risques.

7.7 Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) :

Deux contrôleurs de l'ACM ont suivi une formation en ligne pour l'obtention du certificat d'expert en Financement des PME du « Frankfurt School of Management and Finance », qui a débuté en mars 2022 et qui s'est étalée sur 6 mois. Cette formation s'est focalisée sur les thématiques suivantes :

- Introduction aux Financements des PME
- Analyse de Crédit des PME
- Gestion et suivi du portefeuille de prêts

Les deux participants ont réussi l'examen final qui s'est déroulé au courant du mois de septembre 2022 et ont obtenu leurs certificats d'expert en Financement des PME.

7.8 Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Finance Digitale :

Deux cadres de l'ACM ont participé à la formation en ligne pour l'obtention du certificat d'expert en Finance Digitale du « Frankfurt School of Management and Finance ». Cette formation a démarré au mois de mars 2022 et s'est étalée sur une période de 6 mois et a comporté cinq (5) unités de cours :

- Unité 1 : L'écosystème de la finance digitale
- Unité 2 : Les nouvelles technologies
- Unité 3 : Le paiement digital et les transferts
- Unité 4 : La finance digitale et les paiements
- Unité 5 : Le Management stratégique des Services Financiers Digitaux (SFD)

7.9 Appui technique au profit des autorités de régulation tunisiennes (ACM, BCT, CMF) chargées de la mise en place et de l'opérationnalisation du « Crowdfunding » en Tunisie :

Dans le cadre du projet INNOV'I- EU4 Innovation, financé par l'Union Européenne et mise en œuvre par Expertise France, une mission a été organisée en vue de participer à la rencontre avec les régulateurs et les acteurs de l'activité du « Crowdfunding » en France.

A cet effet, une délégation tunisienne composée de hauts responsables relevant de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance, du Conseil du Marché Financier et de la Banque Centrale de Tunisie s'est déplacée du 17 au 21 octobre 2022 à Paris pour rencontrer les principaux acteurs du métier du « Crowdfunding » en France.

Cette visite avait pour objectif de permettre aux autorités de régulation tunisiennes d'enrichir leurs expériences et expertises dans ce métier afin de mettre au point les textes réglementaires nécessaires au développement de l'activité du « Crowdfunding » en Tunisie.

II. État des lieux du secteur de la microfinance en Tunisie :

1) Évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011 :

Conformément à l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, l'ACM est chargée, entre autres, d'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

Durant l'année 2022, le conseil d'administration de l'ACM a examiné et a émis son avis sur les projets de textes réglementaires suivants :

- Projet d'un arrêté modifiant l'arrêté du ministre des finances du 21 janvier 2019 fixant les normes de gouvernance, de transparence financière et les déclarations auxquelles sont soumises les associations de développement.
- Projet d'un décret-loi portant sur la promotion de l'inclusion financière.

L'arsenal juridique de la microfinance a été complétée en 2022 par le décret présidentiel n° 2022-306 du 29 mars 2022, portant modification du décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

Le diagramme ci-dessous retrace l'évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011.

03/2022

- **Décret Présidentiel n° 2022-306 du 29 mars 2022**, portant modification du décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

05/2021

- **Arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'appui à l'investissement du 4 mai 2021**, complétant l'arrêté du ministre des finances du 8 août 2002, fixant les catégories d'assurance prévues à l'article 69 du code des assurances.

05/2020

- **Arrêté du ministre des finances du 15 mai 2020**, portant application des mesures exceptionnelles d'appui aux clients des institutions de microfinance sous forme de sociétés anonymes.

02/2020

- **Décret gouvernemental n° 2020-104 du 20 février 2020**, portant modification du décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

09/2019

- **Arrêté du ministre des finances du 12 septembre 2019**, fixant les sanctions administratives et financières à infliger aux IMF contrevenantes aux dispositions du décret-loi 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

01/2019

- **Arrêté du ministre des finances du 21 Janvier 2019**, fixant les normes de gouvernance, de transparence financière et les déclarations auxquelles sont soumises les associations de développement.

04/2018

- **Arrêté du ministre des finances du 13 avril 2018**, modifiant et complétant l'arrêté du 18 janvier 2012, relatif à la fixation du montant maximum du microcrédit et des conditions de son octroi par les institutions de microfinance.

03/2018

- **Arrêté du ministre des finances du 27 mars 2018**, portant approbation d'une norme comptable relative aux institutions de microfinance.

01/2018

- **Décret gouvernemental n° 2018-12 du 10 janvier 2018**, portant modification du décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations des microcrédits pour se conformer au décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

07/2017

- **Arrêté du ministre des finances par intérim du 26 juillet 2017** fixant les normes de gouvernance des institutions de microfinance

01/2017

- **Décret gouvernemental n° 93-2017 du 19 Janvier 2017**, relatif à la prorogation du délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014.

12/2016

- **Arrêté du Ministre des Finances du 23 Décembre 2016** fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance

08/2016

- **Arrêté du ministre des finances du 24 Août 2016** relatif à la protection de la clientèle des institutions de microfinance

02/2016

• **Arrêté du ministre des finances du 9 février 2016** fixant les taux et les modalités de perception de la contribution des institutions de microfinance revenant à l'autorité de contrôle de la microfinance et prévue à l'article 48 du décret-loi n°2011-117 du 05 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014

11/2014

• **Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 17 novembre 2014**, relatif à la fixation des modalités de l'audit externe des comptes des institutions de microfinance.

07/2014

• **Loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014**, modifiant le décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance

08/2013

• **Arrêté du ministre des finances du 19 août 2013**, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance, et leur évolution institutionnelle.

04/2013

• **Arrêté du ministre des finances du 22 avril 2013**, portant nomination du président et des membres du conseil d'administration de l'autorité de contrôle de la microfinance.
• **Arrêté du ministre des finances du 16 avril 2013**, relatif à la fixation des missions des unions des institutions de microfinance.

01/2013

• **Arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013**, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance, et leur évolution institutionnelle.

11/2012

• **Décret n°2012-2643 du 6 novembre 2012**, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

09/2012

• **Décret n° 2012-2128 du 28 septembre 2012**, fixant les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.

01/2012

• **Arrêté du ministre des finances du 18 janvier 2012**, relatif à la fixation du montant maximum du microcrédit et des conditions de son octroi par les institutions de microfinance.


11/2011

• **Décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011**, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.
• **Décret-loi n° 2011-118 du 5 novembre 2011**, portant dispositions fiscales relatives aux institutions de microfinance.

2) Données sur le secteur de la microfinance en Tunisie durant l'année 2022 :

Au 31 décembre 2022, le secteur de la microfinance en Tunisie se composait de :

- **289 Associations de Microcrédit (AMC)** agréées dans le cadre de la loi n° 99-67 du 15 juillet 1999 relative aux microcrédits accordés par les associations dont 9 n'ont jamais exercé l'activité de microcrédit et **187** ont eu accès à un financement auprès de la BTS au cours de l'année 2022. Parmi les associations actives financées, une seule s'est conformée aux dispositions du décret-loi 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance ¹:

IMF associative	Logo
ASAD Tamweel Une institution de microfinance sous forme associative créée dans le cadre de l'opération de filialisation de l'activité de microfinance de l'association de soutien à l'auto-développement (ASAD) agréée en date du 30 septembre 2015 par le ministre des finances	

- 7 sociétés anonymes :

IMF SA	Logo	Date d'agrément
Taysir Microfinance		28/03/2014
Microcred		03/10/2014
Advans Tunisie		22/01/2015
Centre Financier aux Entrepreneurs		21/04/2015
Enda Tamweel		31/12/2015
Zitouna Tamkeen		06/05/2016
El Amel de microfinance		09/01/2019

¹ L'article 58 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 a conféré aux AMC la qualité d'institution de microfinance à condition de se conformer aux dispositions dudit décret-loi dans un délai maximum d'une année.

La Loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, modifiant le décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance a stipulé que les AMC demeurent agréées en tant qu'institutions de microfinance à condition de se conformer aux dispositions du décret-loi sus cité dans un délai maximum ne dépassant pas la fin du mois de décembre 2016. Ce délai pourrait être prorogé, le cas échéant, par décret.

Au terme de cette date (31/12/2016), hormis l'association de soutien à l'auto-développement (ASAD) aucune autre AMC n'a pu se conformer aux dispositions du décret-loi précité. Quatre décrets gouvernementaux ont été promulgués, le premier en date du 19 Janvier 2017 et le deuxième en date du 10 janvier 2018, le 3ème en date du 20 février 2020 et le quatrième en date du 29 mars 2022, prorogeant le délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer audit décret-loi jusqu'au 31-12-2023.

2.1. Évolution des microfinancements accordés :

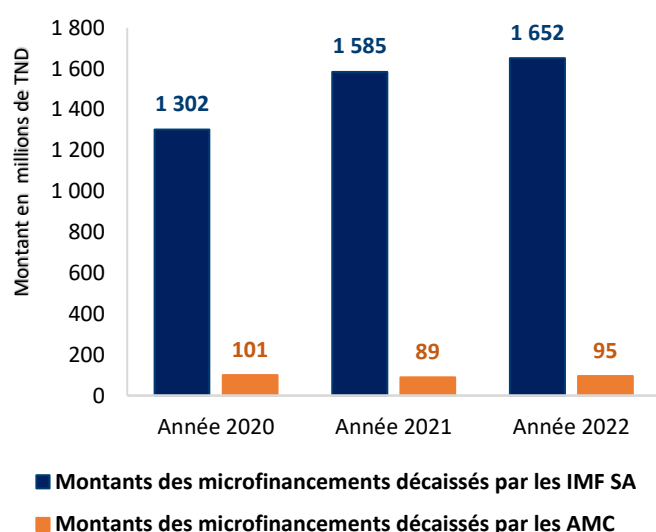
a) Période (2020 – 2022)

- Le nombre des microfinancements accordés par les IMF (SA et AMC) durant l'année 2022 s'est accru de 1,9% par rapport à celui enregistré en 2021 et ce en passant de 465 013 à 473 656 microfinancements.
- Le montant total des microfinancements accordés est passé quant à lui d'environ 1674 millions TND à 1 747 millions TND, soit un taux de croissance de 4,4%.

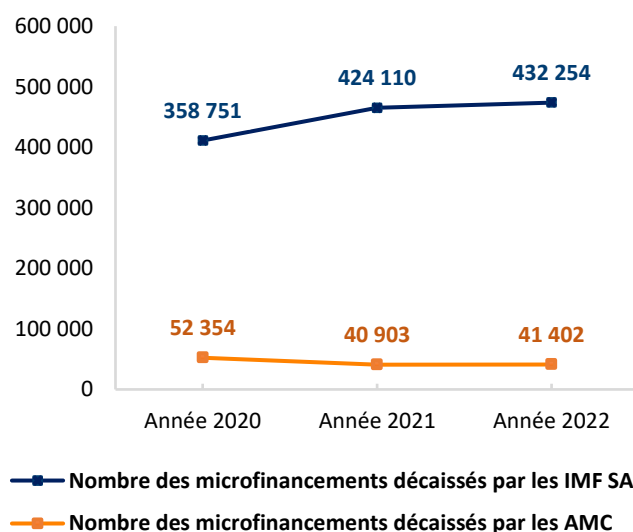
(En milliers TND)

Catégorie d'IMF	2020				2021				2022			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
IMF SA	358 751	87,3%	1 301 633	92,8%	424 110	91,2%	1 584 757	94,7%	432 254	91,3%	1 651 821	94,6%
IMF AMC	52 354	12,7%	101 015	7,2%	40 903	8,8%	89 237	5,3%	41 402	8,7%	95 186	5,4%
Total	411 105	100%	1 402 648	100%	465 013	100%	1 673 994	100%	473 656	100%	1 747 007	100%

Évolution du montant des microfinancements accordés par catégorie d'IMF entre 2020 et 2022



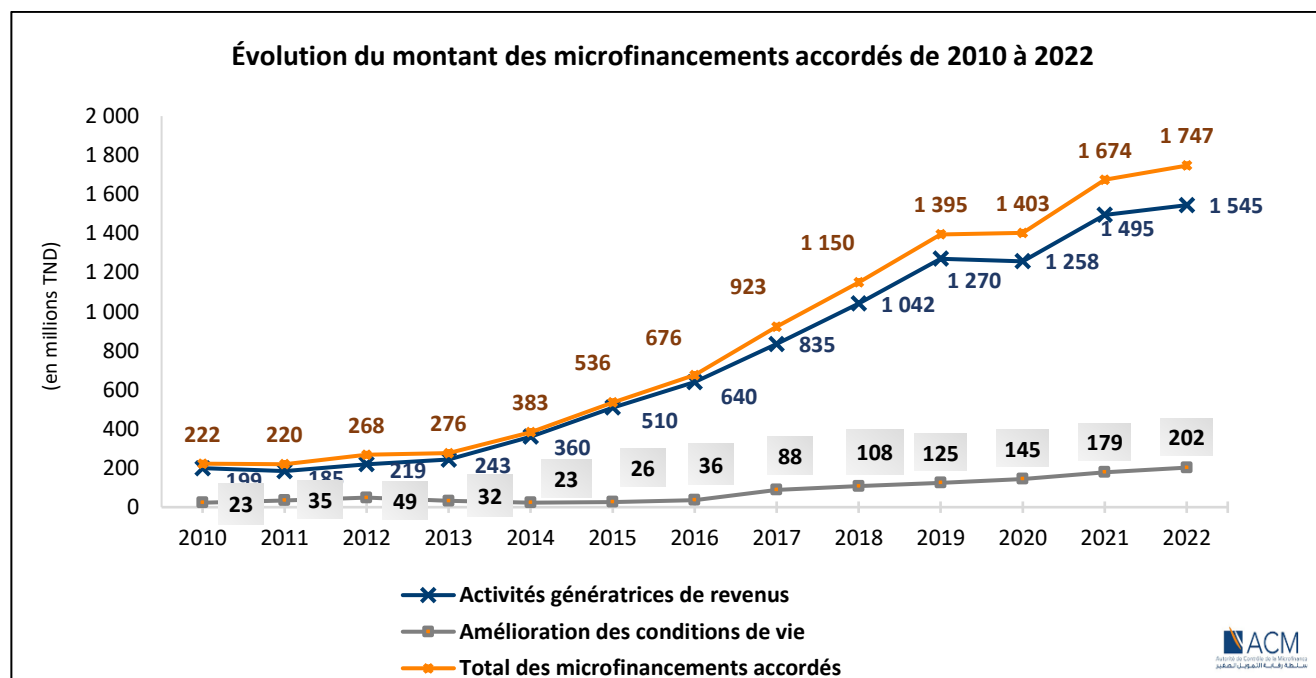
Évolution du nombre des microfinancements accordés par catégorie d'IMF entre 2020 et 2022



b) Période (2010 – 2022)

- Le montant total des microfinancements accordés durant la période allant de 2010 à 2022 a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 18,74 %.

	Activités génératrices de revenus (AGR)		Amélioration des conditions de vie (ACV)		Total des microfinancements accordés	
	Nombre	Montant (en milliers TND)	Nombre	Montant (en milliers TND)	Nombre	Montant (en milliers TND)
2010	225 793	199 028	50 533	23 448	276 326	222 476
2011	195 434	184 664	62 719	35 006	258 153	219 670
2012	199 588	219 369	71 705	48 578	271 293	267 947
2013	205 518	243 461	46 293	32 398	251 811	275 859
2014	250 784	360 172	32 927	23 122	283 711	383 294
2015	290 798	509 664	38 949	26 418	329 747	536 082
2016	309 764	639 601	51 152	36 112	360 916	675 712
2017	329 333	834 690	83 456	88 349	412 789	923 040
2018	364 994	1 041 682	90 877	107 877	455 871	1 149 559
2019	381 700	1 270 399	94 618	124 676	476 318	1 395 075
2020	310 413	1 257 964	100 692	144 684	411 105	1 402 648
2021	350 985	1 495 454	114 028	178 539	465 013	1 673 994
2022	349 809	1 544 640	123 847	202 367	473 656	1 747 007



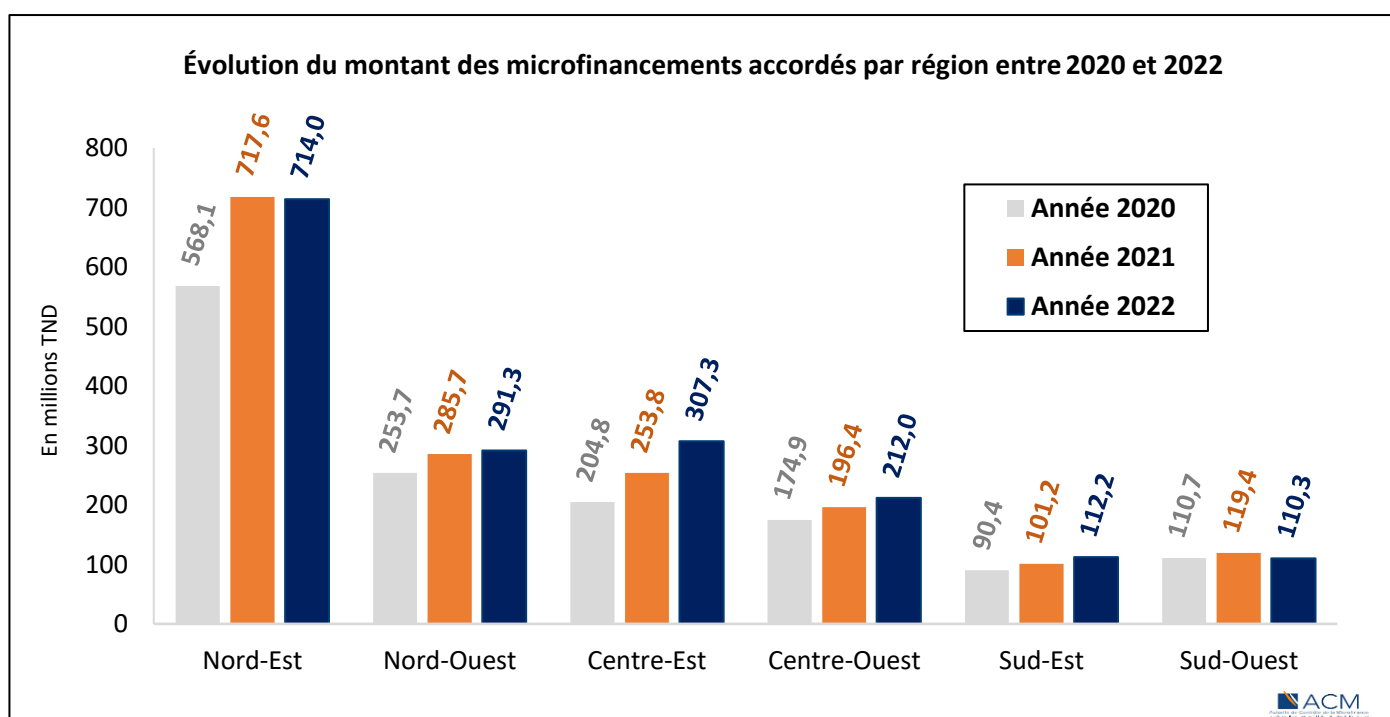
2.2. Répartition des microfinancements accordés par région :

- 41% de la valeur totale des microfinancements accordés durant l'année 2022 ont profité à la région du Nord-Est, contre 41 % et 43 % respectivement en 2020 et 2021.
- La région du Nord-Ouest a bénéficié pour la deuxième année d'affilée d'une part de 17 % du nombre et de la valeur totale des microfinancements accordés.

- Les parts respectives des deux régions du Centre-Est et du Centre-Ouest se sont établies à 18% et 12% de la valeur totale des microfinancements accordés en 2022 contre des parts respectives de 15% et de 12 % en 2021.
- Les régions du Sud-Est et du Sud-Ouest ont chacune bénéficié de 6% de la valeur totale des microfinancements accordés durant l'année 2022.

(En milliers TND)

Région	2020				2021				2022			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Nord-Est	165 944	40%	568 114	41%	198 039	43%	717 624	43%	194 849	41%	713 965	41%
Nord-Ouest	72 050	18%	253 683	18%	77 429	17%	285 672	17%	79 414	17%	291 305	17%
Centre-Est	60 459	15%	204 793	15%	70 810	15%	253 788	15%	79 066	17%	307 259	18%
Centre-Ouest	53 153	13%	174 935	12%	54 910	12%	196 358	12%	55 391	12%	211 965	12%
Sud-Est	29 933	7%	90 439	6%	32 564	7%	101 188	6%	34 580	7%	112 176	6%
Sud-Ouest	29 566	7%	110 685	8%	31 261	7%	119 364	7%	30 356	6%	110 338	6%
Total	411 105	100%	1 402 648	100%	465 013	100%	1 673 994	100%	473 656	100%	1 747 007	100%



2.3. Répartition des microfinancements accordés par secteur d'activité :

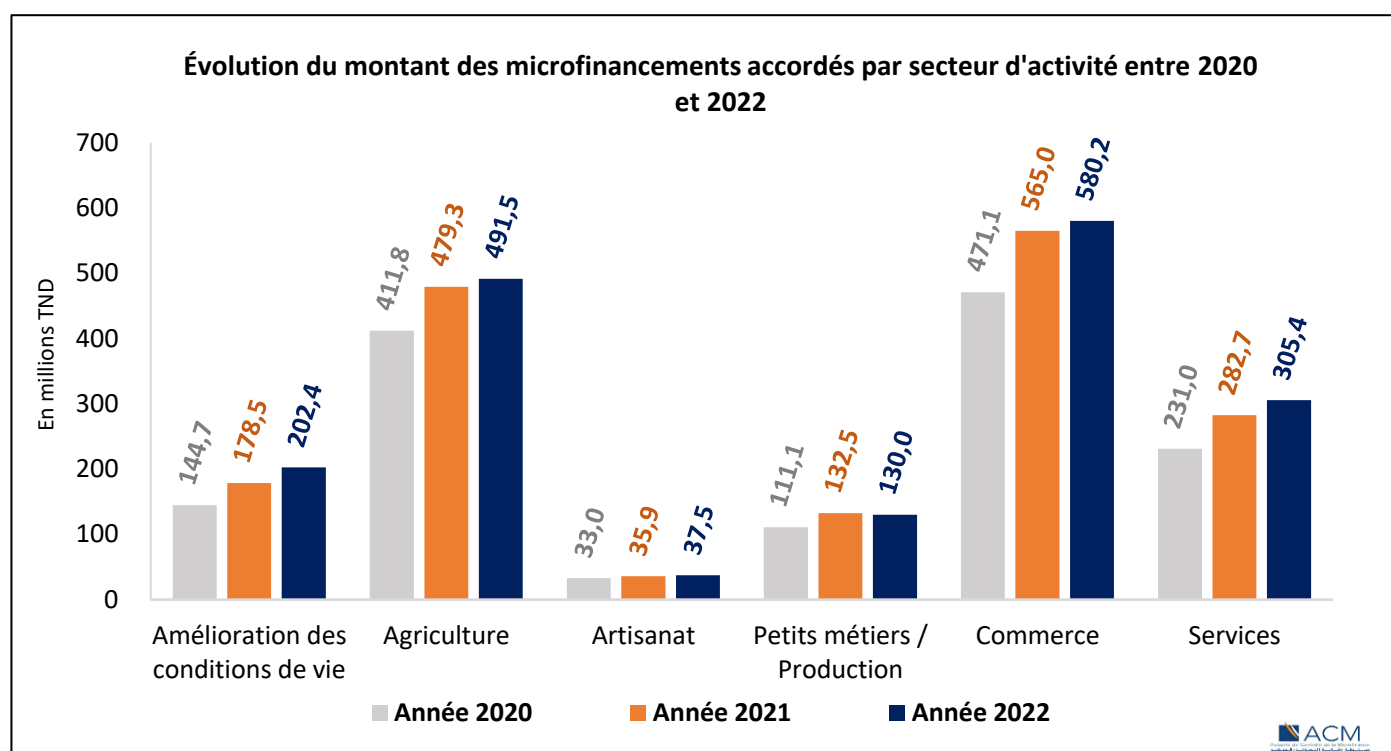
- Avec environ 580,2 millions TND, le commerce a accaparé la part prépondérante des microfinancements accordés durant l'année 2022 avec 33% de la valeur globale des microfinancements accordés contre 565 millions TND une année auparavant.
- L'agriculture a bénéficié de 128 661 microfinancements avec une valeur globale d'environ 491,5 millions TND représentant 28% de la valeur globale des microfinancements accordés en 2022

contre 131 061 microfinancements accordés d'une valeur s'élevant à 479,3 millions TND durant l'année précédente.

- L'artisanat reste le secteur qui a bénéficié le moins des microfinancements, avec une part seulement de 2% du montant global des microfinancements accordés en 2022.

(En milliers TND)

Secteur d'activité	2020				2021				2022			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Amélioration des conditions de vie ² (ACV)	100 692	24%	144 684	10%	114 028	25%	178 539	11%	123 847	26%	202 367	12%
Agriculture ³	116 911	28%	411 783	29%	131 061	28%	479 317	29%	128 661	27%	491 535	28%
Artisanat	12 248	3%	33 048	2%	13 122	3%	35 862	2%	13 414	3%	37 534	2%
Production et Petits métiers	31 684	8%	111 117	8%	35 894	8%	132 534	8%	34 936	7%	130 038	7%
Commerce	107 853	26%	471 066	34%	123 532	27%	565 021	34%	122 562	26%	580 173	33%
Services	41 717	10%	230 950	16%	47 376	10%	282 721	17%	50 236	11%	305 359	17%
Total	411 105	100%	1 402 648	100%	465 013	100%	1 673 994	100%	473 656	100%	1 747 007	100%



2.4. Répartition des microfinancements accordés par genre :

- Les hommes et les femmes ont bénéficié respectivement de 55% et de 45% de la valeur totale des microfinancements accordés durant l'année 2022 et ont conservé leurs mêmes parts du montant

² L'amélioration des conditions de vie comprend les trois secteurs suivants : l'éducation, l'amélioration de logement et les autres activités en lien avec l'ACV.

³ L'agriculture comprend les trois secteurs suivants : l'agriculture, l'élevage et la pêche.

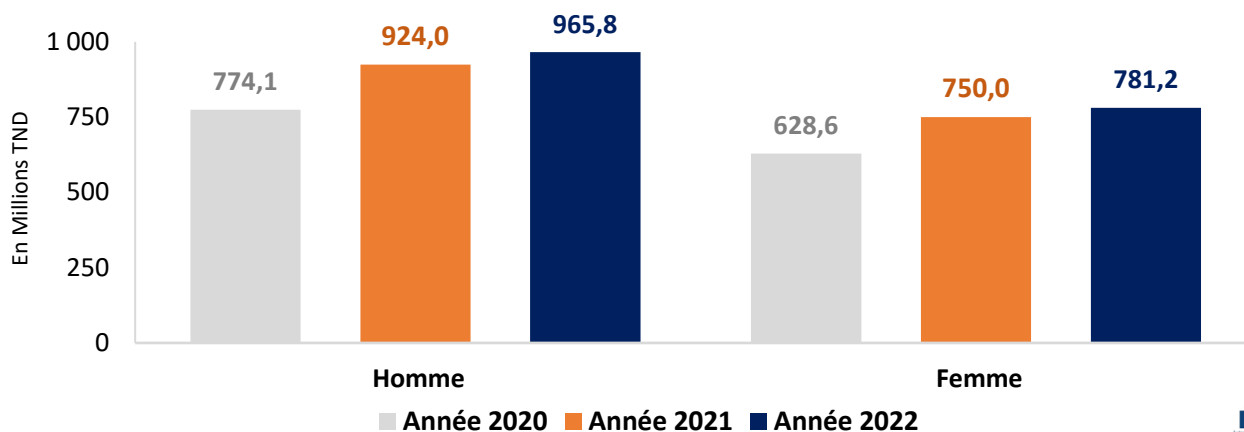
total des microfinancements décaissés en 2020 et en 2021. En effet, en 2022, environ 965,8 millions TND ont été alloués à des hommes opérant dans tous secteurs confondus, contre 781,2 millions TND alloués aux femmes.

- En termes de nombre, les femmes ont bénéficié de 56% des microfinancements accordés avec 266 228 microfinancements en 2022 contre 207 428 microfinancements accordés aux hommes.

(En milliers TND)

Genre	2020				2021				2022			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Homme	189 475	46%	774 051	55%	214 971	46%	923 972	55%	207 428	44%	965 779	55%
Femme	221 630	54%	628 597	45%	250 042	54%	750 021	45%	266 228	56%	781 228	45%
Total	411 105	100%	1 402 648	100%	465 013	100%	1 673 994	100%	473 656	100%	1 747 007	100%

Évolution du montant des microfinancements décaissés par genre entre 2020 et 2022



- Le microfinancement moyen des femmes s'est établi à 2 934 TND en 2022 contre 3 000 TND en 2021, enregistrant une diminution de 2,2% et reste en dessous de celui des hommes, qui s'élève à 4 656 dinars en 2022 contre 4 298 dinars en 2021, soit une augmentation de 8,33%.

(En TND)

	2020	2021	2022
Microfinancement moyen des hommes	4 085	4 298	4 656
Microfinancement moyen des femmes	2 836	3 000	2 934
Microfinancement moyen du secteur	3 412	3 600	3 688

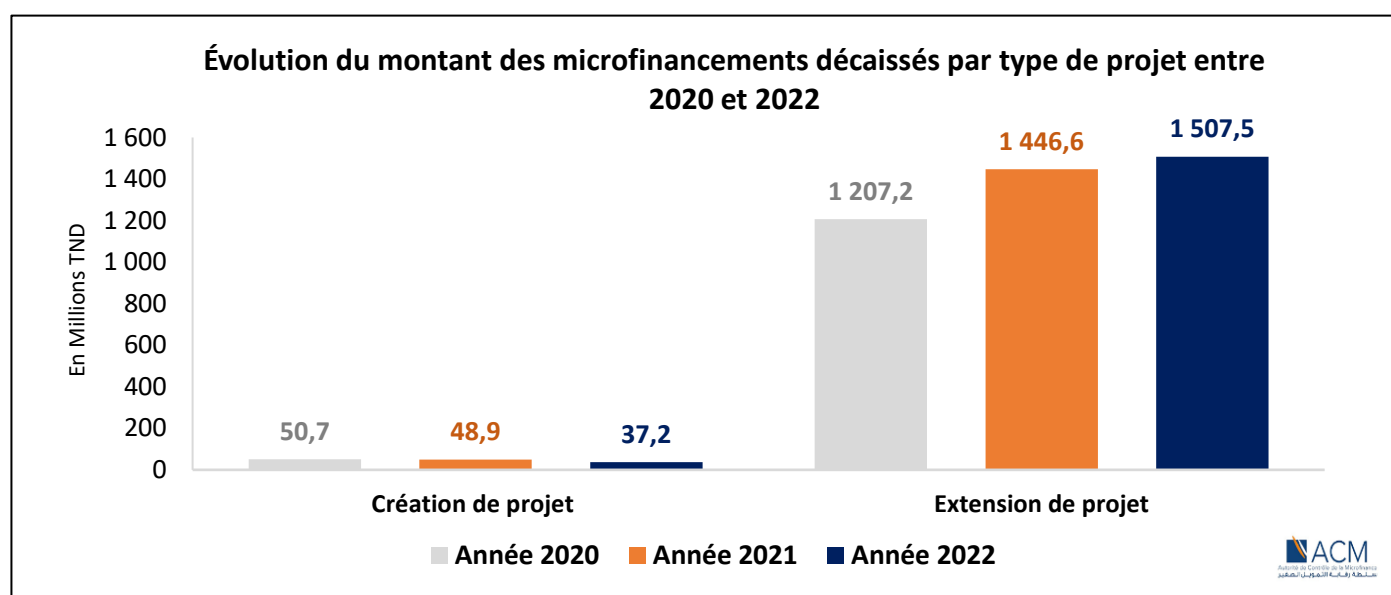
2.5. Répartition microfinancements accordés par type de projet :

- Environ 1 507,5 millions TND ont été alloués en 2022, aux extensions des projets soit une part de 98% de la valeur globale des microfinancements accordés aux activités génératrices de revenus (AGR) alors

que les créations de projets n'ont profité que de 2% durant cette même période contre 3% durant l'année 2021.

(En milliers TND)

Type de projet	2020				2021				2022			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Création de projet	13 586	4%	50 738	4%	13 592	4%	48 855	3%	11 632	3%	37 175	2%
Extension de projet	296 827	96%	1 207 226	96%	337 393	96%	1 446 598	97%	338 177	97%	1 507 465	98%
Total	310 413	100%	1 257 964	100%	350 985	100%	1 495 454	100%	349 809	100%	1 544 640	100%

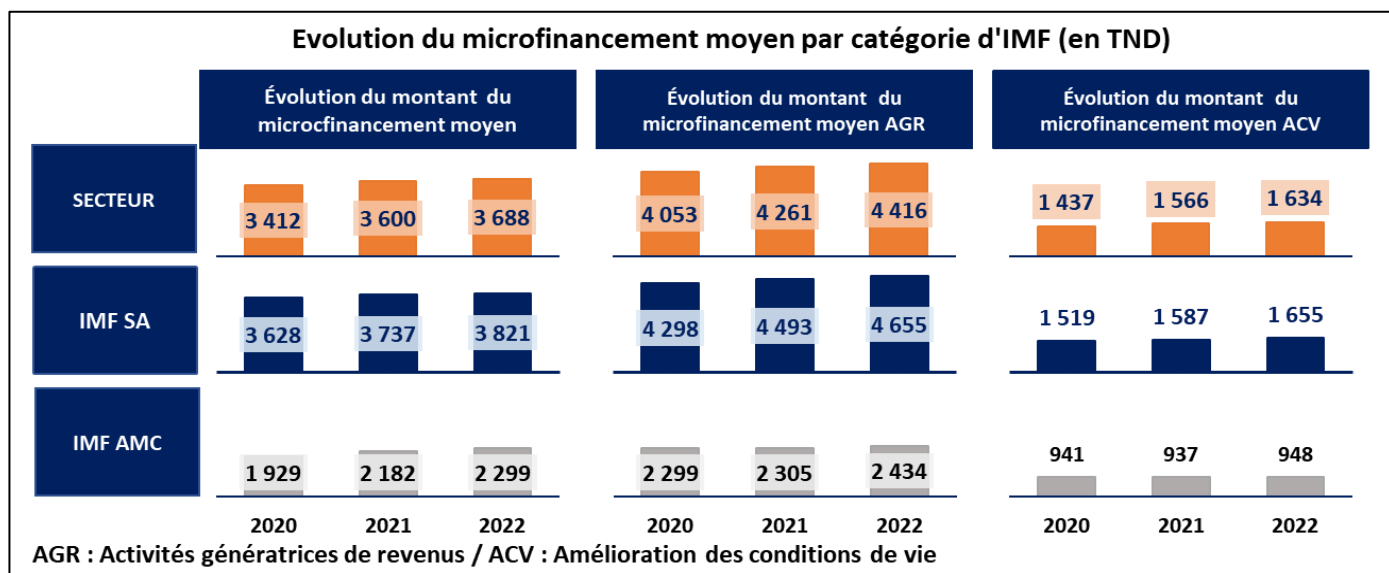


2.6. Microfinancement moyen :

- En 2022, le montant du microfinancement moyen s'est élevé à 3 688 TND contre 3 600 TND en 2021.
- Pour les microfinancements alloués aux activités génératrices de revenus, le montant moyen s'est établi à 4 416 TND en 2022 contre 4 261 TND une année auparavant.
- Le montant du microfinancement moyen du secteur de la microfinance est fortement déterminé par celui d'Enda Tamweel qui a la part de marché la plus importante.

(En TND)

	2020			2021			2022		
	Microfinancement moyen ACV	Microfinancement moyen AGR	Microfinancement moyen	Microfinancement moyen ACV	Microfinancement moyen AGR	Microfinancement moyen	Microfinancement moyen ACV	Microfinancement moyen AGR	Microfinancement moyen
Secteur de la Microfinance	1 437	4 053	3 412	1 566	4 261	3 600	1 634	4 416	3 688
IMF SA	1 519	4 298	3 628	1 587	4 493	3 737	1 655	4 655	3 821
IMF AMC	941	2 299	1 929	937	2 305	2 182	948	2 434	2 299



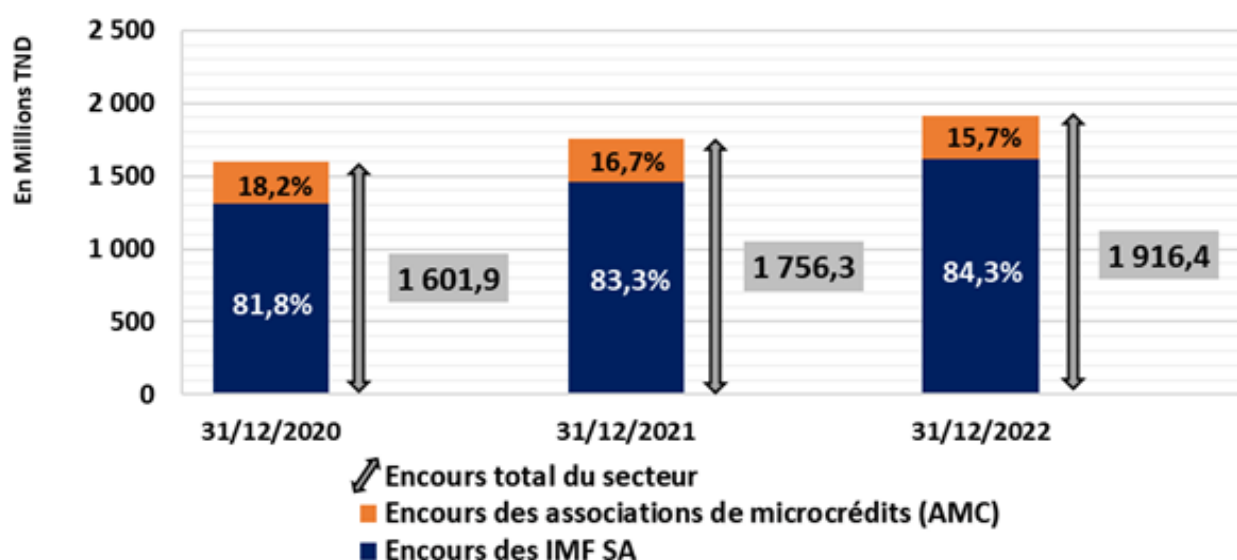
2.7. Évolution de l'encours des microfinancements :

a) Encours par catégorie d'IMF

- L'encours des microfinancements accordés par les IMF SA et les AMC est passé de 1 601,9 millions TND au 31 décembre 2020 à 1 916,4 millions TND au 31-12-2022, enregistrant un taux d'accroissement annuel moyen durant la période (2020-2022) de 9,4%.
- Durant la période s'étalant du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022, l'encours des microfinancements accordés par les IMF SA s'est accru de 10,5 %, en passant de 1 463,2 millions TND à 1 616,3 millions TND.
- Au 31 décembre 2022, l'encours des microfinancements accordés par les IMF SA représente 84,3% de l'encours total des microfinancements contre 83,3% une année auparavant.

Encours par catégorie d'IMF	Au 31/12/2020		Au 31/12/2021		Au 31/12/2022	
	Nombre des microfinancements actifs	Encours (en milliers de TND)	Nombre des microfinancements actifs	Encours (en milliers de TND)	Nombre des microfinancements actifs	Encours (en milliers de TND)
IMF SA	487 634	1 310 089	516 956	1 463 216	554 505	1 616 312
Associations de microcrédits (AMC)	ND	291 784	ND	293 038	ND	300 094
Encours total du secteur	-	1 601 873	-	1 756 254	-	1 916 406

Evolution du montant de l'encours du secteur de 2020 à 2022



b) Encours moyen par microfinancement actif des IMF SA

- Le montant de l'encours moyen par client actif avec doublons a enregistré une croissance de 3,2 % entre la fin de l'année 2021 et celle de 2022 en passant de 2 934 TND à 3 027 TND.
- Au terme de l'année 2022, l'encours moyen par client actif sans doublons s'est élevé à 3 156 TND.
- Le montant de l'encours moyen par microfinancement actif a enregistré une augmentation de 3% en passant de 2 830 TND en 2021 à 2 915 TND en 2022.

(En milliers TND)

	Au 31/12/2020	Au 31/12/2021	Au 31/12/2022
Encours du portefeuille des IMF SA (en milliers TND)	1 310 089	1 463 216	1 616 312
Nombre des clients actifs (Avec doublons)	465 634	498 745	533 983
Nombre des clients actifs des IMF SA (sans doublons)	447 250	480 616	512 212
Nombre des microfinancements actifs	487 634	516 956	554 505
Encours moyen par client actif sans doublons (en TND)	2 929	3 044	3 156
Encours moyen par client actif avec doublons (en TND)	2 814	2 934	3 027
Encours moyen par microfinancement actif (en TND)	2 687	2 830	2 915

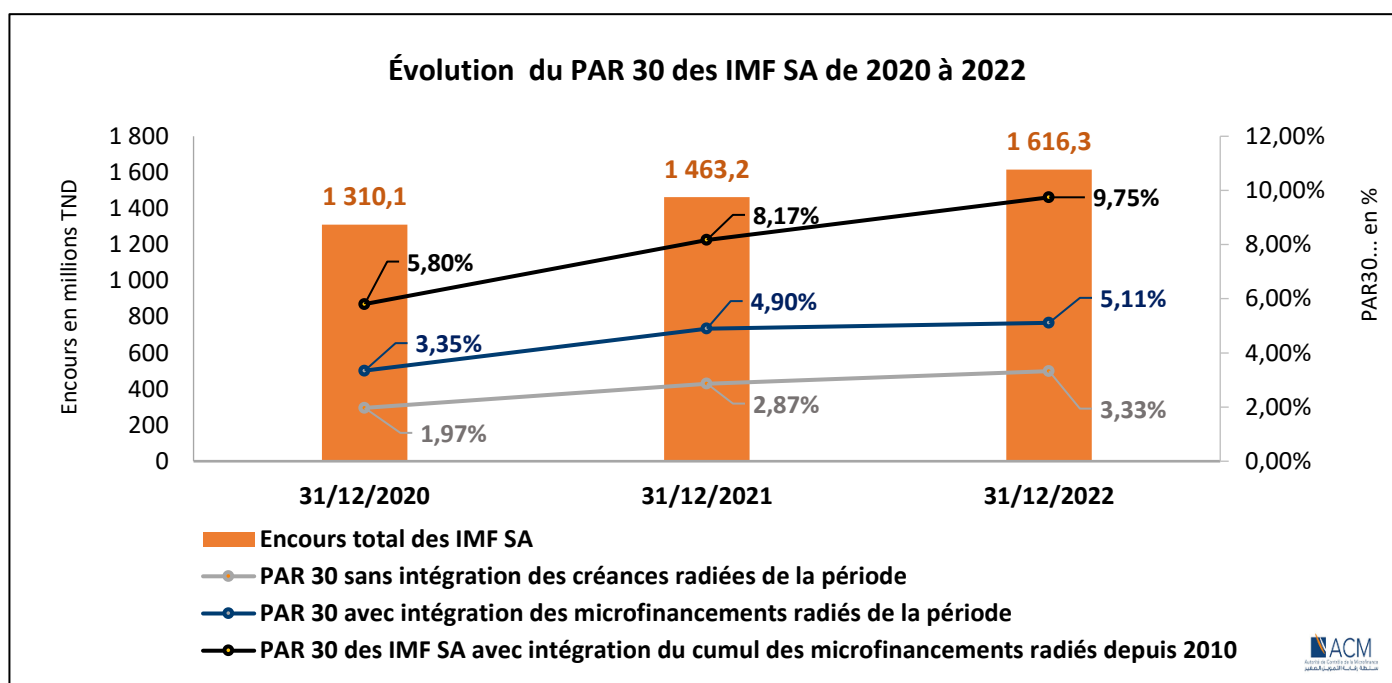
2.8. Portefeuille à risque 30 jours (PAR 30) des IMF SA

a) Période (2020 – 2022)

- Le montant du PAR 30 des IMF SA avec intégration des créances radiées de l'année, est passé de 73,2 millions TND au 31 décembre 2021 à 84,2 millions TND au 31-12-2022, soit une augmentation de 15,03%.
- Le PAR 30 en dinars TND (sans intégration des microfinancements radiés) des IMF SA est passé de 41,9 millions de TND au 31-12- 2021 à 53,8 millions de TND au 31-12-2022, soit une croissance de 28,4%.

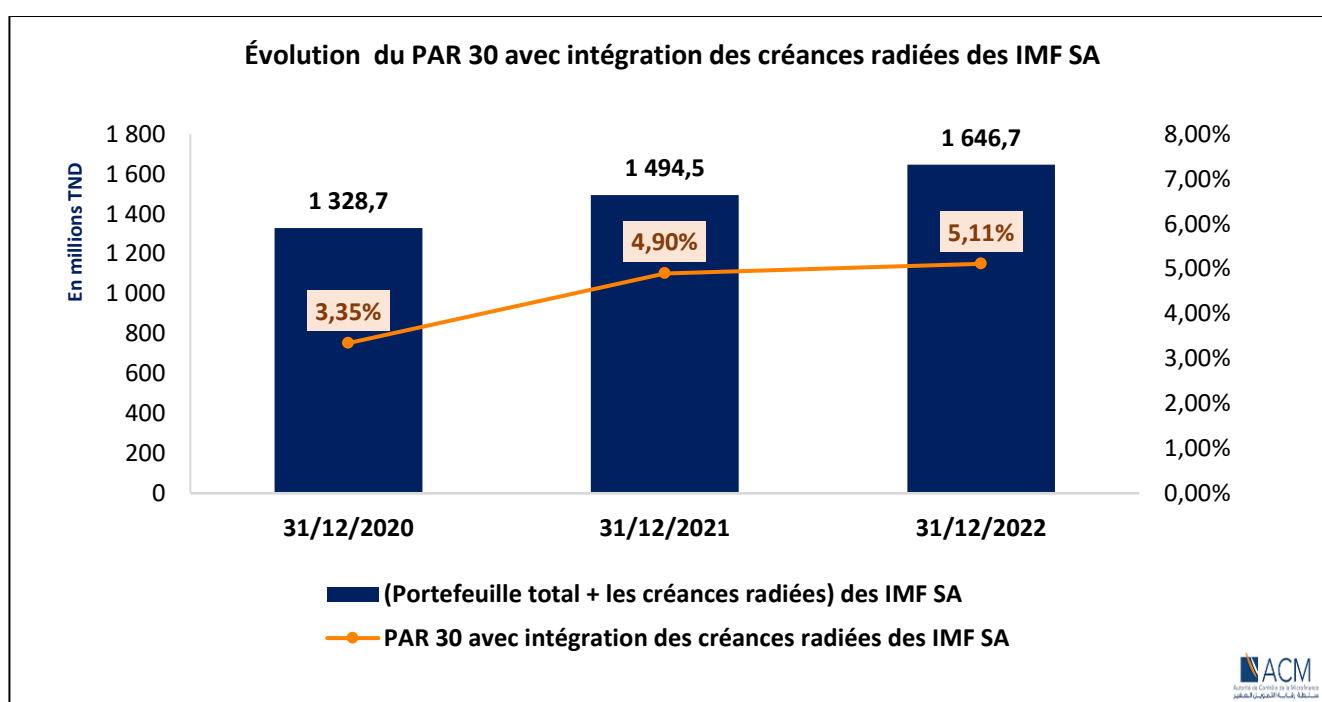
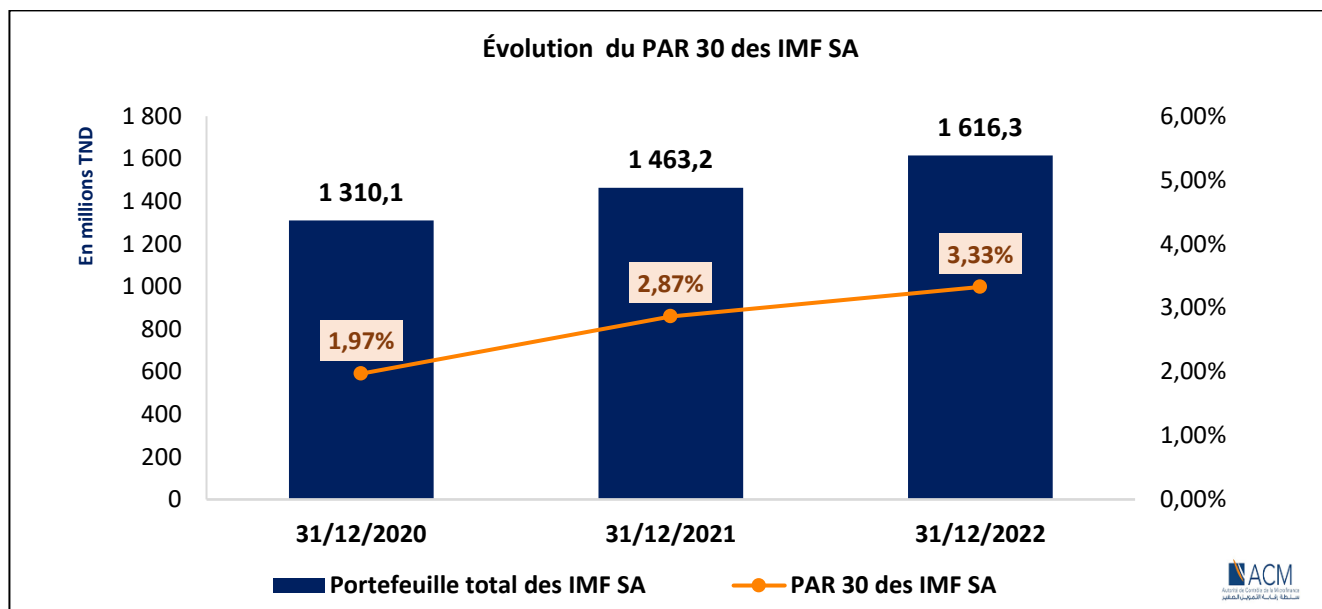
- Le PAR 30 en pourcentage (%), avec intégration des microfinancements radiés de l'année est passé de 4,90% au 31 décembre 2021 à 5,11 % au terme du même mois de l'année 2022.
- Le PAR 30 en pourcentage (%) (sans intégration des microfinancements radiés) des IMF SA s'est établi à 3,33% au 31-12-2022 contre 2,87% au 31-12-2021.
- Le PAR 30 en pourcentage (%) des IMF SA, avec intégration des microfinancements radiés cumulés depuis 2010, s'est établi à 9,75 % au 31-12-2022 contre 8,17 % au 31-12-2021.

Calcul du portefeuille à risque 30 jours des IMF SA	Portefeuille Total (en milliers TND)	PAR 30 <u>sans</u> intégration des créances radiées de la période		PAR 30 <u>avec</u> intégration des créances radiées de la période		PAR 30 des IMF SA avec intégration du cumul des créances radiées depuis 2010	
		Montant (Milliers TND)	%	Montant (Milliers TND)	%	Montant (Milliers TND)	%
31/12/2020	1 310 089	25 808	1,97%	44 457	3,35%	79 130	5,80%
31/12/2021	1 463 216	41 951	2,87%	73 198	4,90%	126 520	8,17%
31/12/2022	1 616 312	53 808	3,33%	84 182	5,11%	168 751	9,75%



(En milliers TND)

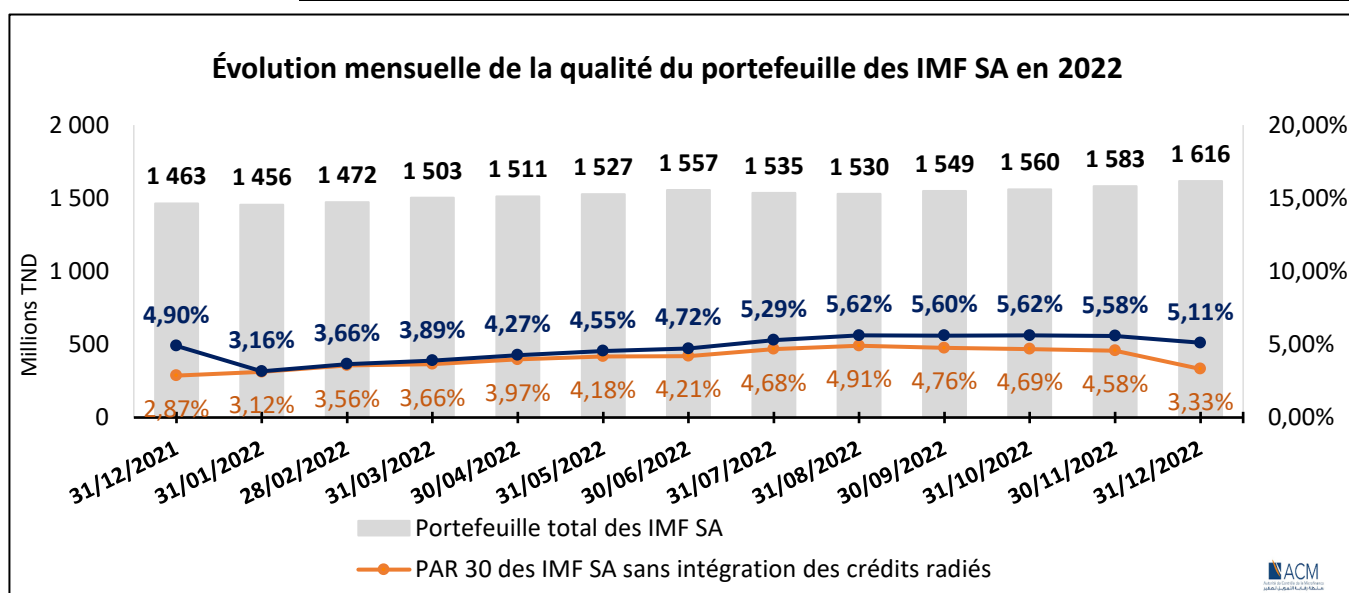
IMF SA	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
PAR 30 sans intégration des microfinancements radiés	25 808	41 951	53 808
Portefeuille	1 310 089	1 463 216	1 616 312
PAR 30 sans intégration des microfinancements radiés (en %)	1,97%	2,87%	3,33%
Microfinancements rééchelonnés	13 821	35 500	29 831
Microfinancements réaménagés	9 506	13 402	13 258
Microfinancements consolidés	0	433	234
Microfinancements radiés	18 649	31 247	30 374
Portefeuille + les microfinancements radiés	1 328 738	1 494 463	1 646 662
PAR 30 avec intégration des microfinancements radiés	44 457	73 198	84 182
PAR 30 avec intégration des microfinancements radiés (en %)	3,35%	4,90%	5,11%



b) Durant l'année 2022

- Au 31-12-2022, les PAR 30 avec et sans intégration des créances radiées ont enregistré une augmentation en passant respectivement de 3,16% à 5,11% et de 3,12% à 3,33% entre les 31 janvier et 31 décembre 2022.
- Le montant du PAR 30 (sans intégration des microfinancements radiés) des IMF SA est passé de 45,4 millions TND au 31/01/2021 à 53,8 millions TND au 31-12-2022, soit une augmentation de 18,2%.

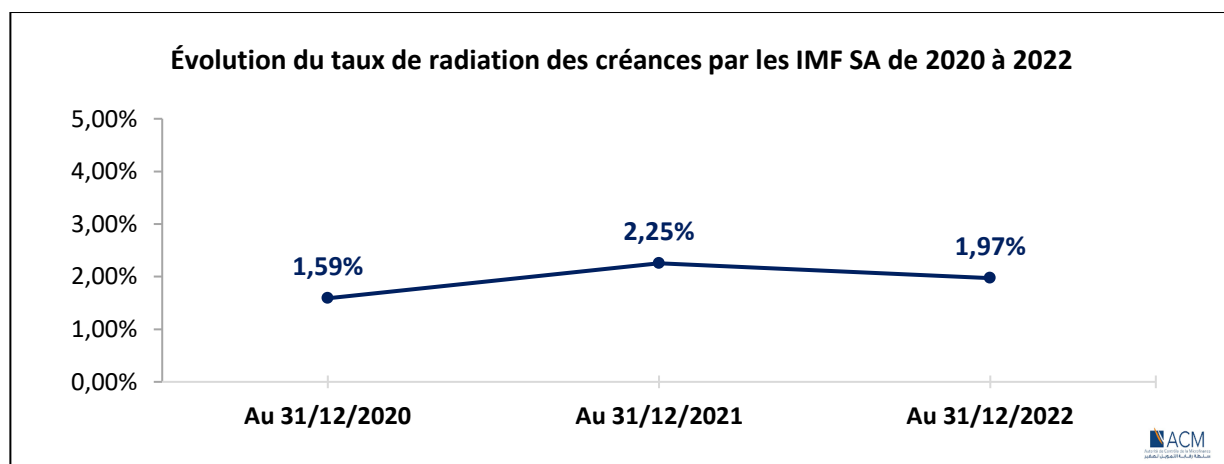
Calcul du portefeuille à 30 jours IMF SA	Portefeuille Total (En milliers TND)	PAR 30 des IMF SA sans intégration des microfinancements radiés		PAR 30 des IMF SA avec intégration des microfinancements radiés	
		Montant	%	Montant	%
31/12/2021	1 463 216	41 951	2,87%	73 198	4,90%
31/01/2022	1 455 925	45 447	3,12%	46 038	3,16%
28/02/2022	1 471 825	52 454	3,56%	53 904	3,66%
31/03/2022	1 503 063	54 966	3,66%	58 623	3,89%
30/04/2022	1 511 296	59 963	3,97%	64 724	4,27%
31/05/2022	1 526 671	63 747	4,18%	69 775	4,55%
30/06/2022	1 556 897	65 487	4,21%	73 888	4,72%
31/07/2022	1 535 220	71 859	4,68%	81 790	5,29%
31/08/2022	1 530 078	75 115	4,91%	86 566	5,62%
30/09/2022	1 549 108	73 671	4,76%	87 520	5,60%
31/10/2022	1 559 960	73 099	4,69%	88 522	5,62%
30/11/2022	1 582 782	72 479	4,58%	89 297	5,58%
31/12/2022	1 616 312	53 808	3,33%	84 182	5,11%



2.9. Taux des créances radiées des IMF SA durant la période (2020 – 2022) :

- Le taux des créances radiées des IMF SA s'est établi à la fin de l'année 2022 à 1,97% de leur portefeuille brut moyen contre 2,25% une année auparavant.

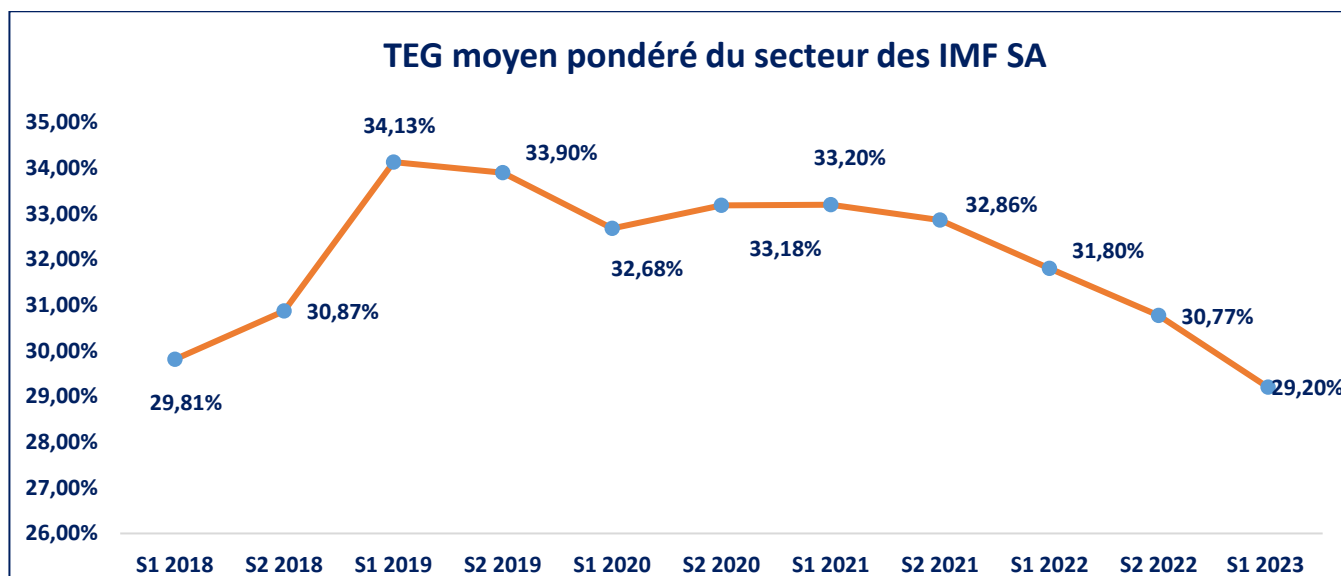
Taux de radiation	Au 31/12/2020	Au 31/12/2021	Au 31/12/2022
IMF SA	1,59%	2,25%	1,97%



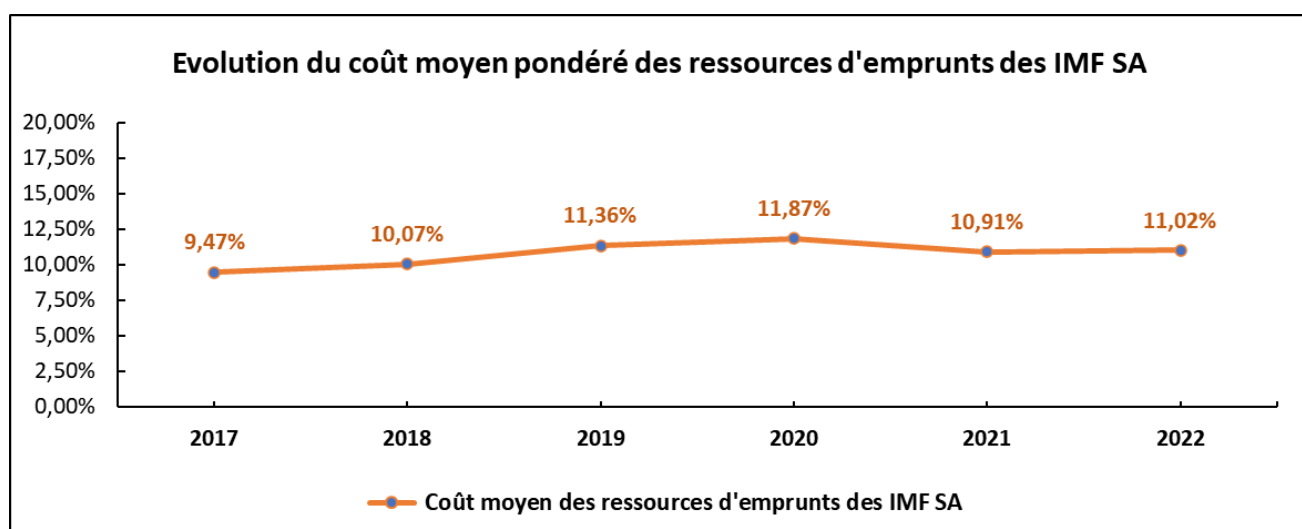
2.10. Taux Effectif Global moyen pondéré des IMF SA :

- Le TEG moyen pondéré des IMF SA a connu une tendance baissière durant les 4 dernières années en passant de 34% au terme de l'année 2019 à 30,77% au terme de l'année 2022. Continuant vers la baisse, le TEG moyen des IMF SA a atteint 29,20 % au premier semestre 2023.

	S1 2018	S2 2018	S1 2019	S2 2019	S1 2020	S2 2020	S1 2021	S2 2021	S1 2022	S2 2022	S1 2023
TEG moyen pondéré (ACV+AGR)	29,81%	30,87%	34,13%	33,90%	32,68%	33,18%	33,20%	32,86%	31,80%	30,77%	29,20%

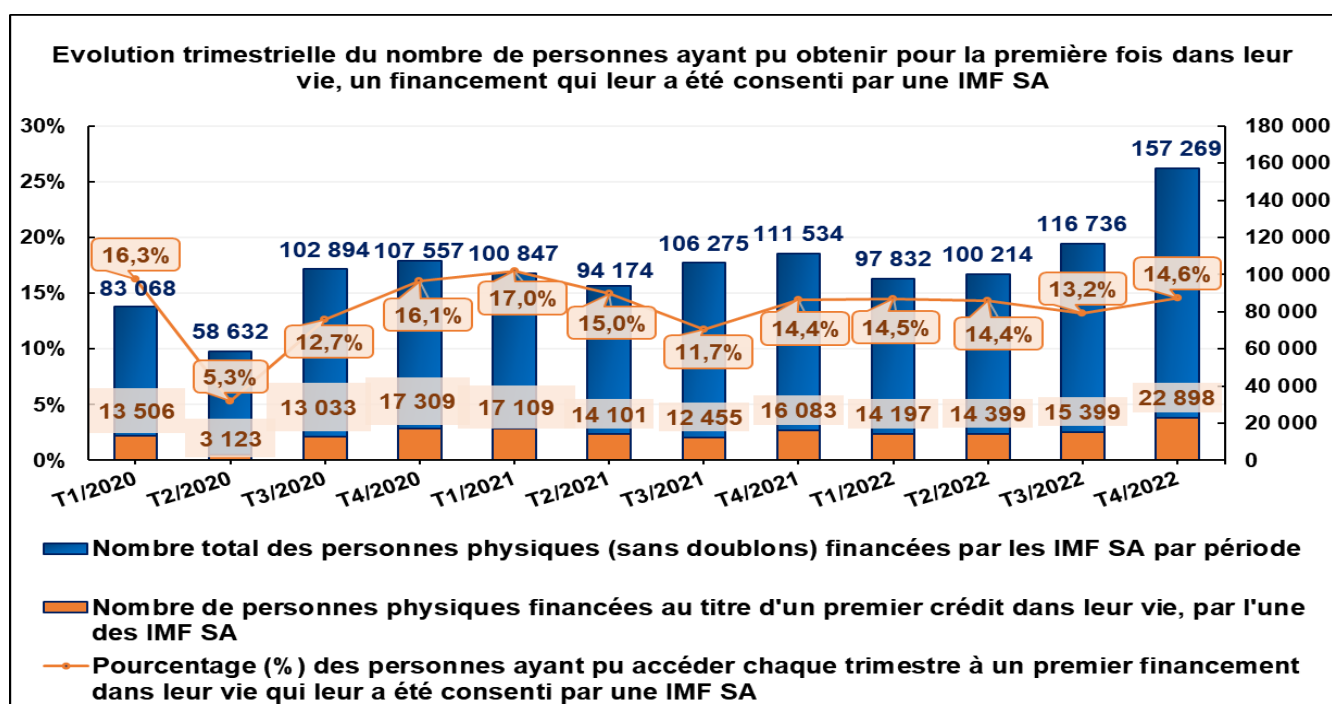


- Les IMF SA ne sont pas autorisées à collecter des dépôts de la clientèle, leurs principales ressources sont constituées des emprunts contractés localement et auprès des bailleurs de fonds internationaux. Au terme de l'année 2022, le coût moyen pondéré des ressources d'emprunts des IMF SA s'est établi à 11,02% contre 10,91% une année auparavant.



2.11. Données sur l'inclusion financière :

- Le nombre de personnes ayant pu obtenir pour la première fois dans leur vie un financement qui leur a été consenti par une IMF SA, s'est élevé au cours du dernier trimestre de l'année 2022 à 22 898 contre 14 197, 14 399 et 15 399 personnes respectivement au cours des premier, deuxième et troisième trimestres de la même année.
- Le nombre total des clients ayant pu accéder à un premier financement au cours de l'année 2022 s'est élevé à 66 893 contre 46 971 et 59 748 clients respectivement au cours des années 2020 et 2021, soit un taux de croissance annuel moyen de 19,34% depuis l'éclosion de la pandémie de coronavirus en 2020.
- Le pourcentage des personnes ayant pu accéder à un premier financement dans leur vie et qui leur a été consenti par une IMF SA, par rapport au nombre total des clients financés par ces mêmes institutions, s'est établi au cours du quatrième trimestre de l'année 2022 à 14,6%, contre 14,4% au cours de la même période de l'année 2021.



2.12. Données financières sur les IMF SA :

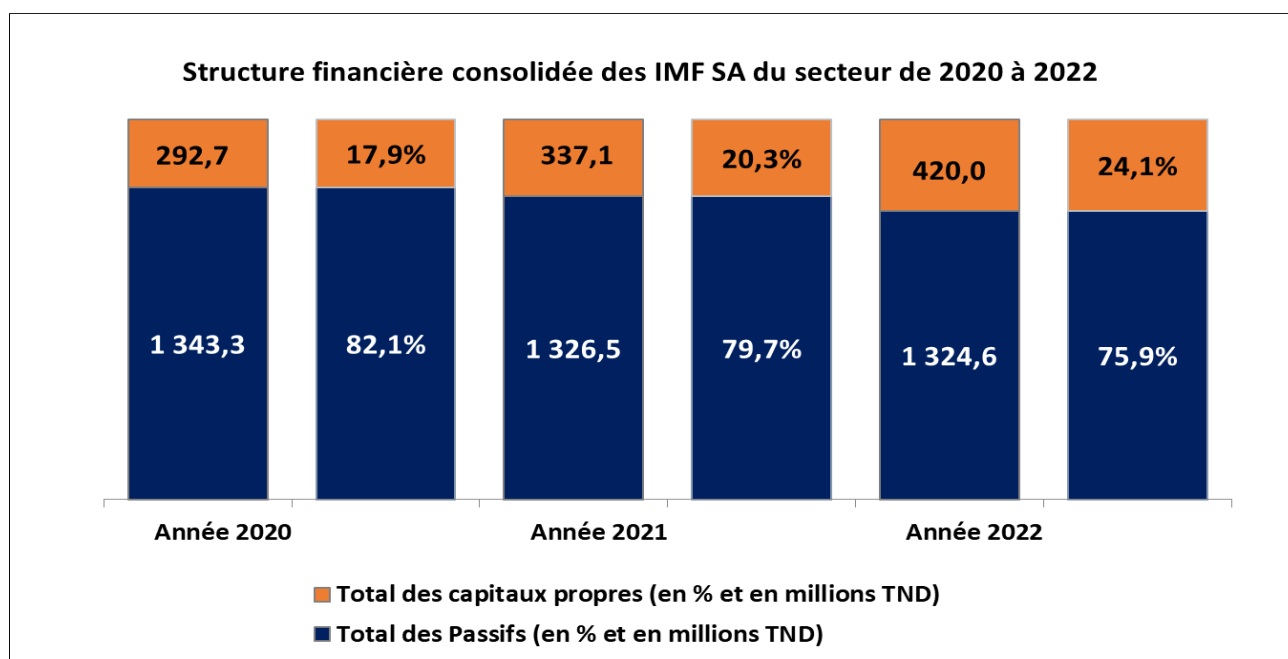
a) Principales données bilanciellles et de l'état de résultat :

- ☒ Le total des actifs des IMF SA s'est établi au 31 décembre 2022 à environ 1 744,6 millions TND contre 1 663,6 millions TND une année auparavant, enregistrant ainsi une augmentation de 4,87%.
- ☒ Les capitaux propres des IMF SA ont atteint 420 millions TND au 31-12-2022 contre 337,1 millions TND au 31-12-2021, soit une augmentation de 24,59 %. Une telle augmentation est imputable principalement à :
 - L'augmentation du capital social d'une IMF.
 - L'amélioration du total des résultats reportés et du résultat de l'exercice des IMF SA enregistrant une augmentation de 67,7 % entre 2021 et 2022.
- ☒ Les passifs des IMF SA ont enregistré une légère diminution de 0,14 % en passant de 1326,5 millions TND au 31-12-2021 à 1324,6 millions TND au 31-12-2022.

- ☒ Le total des produits d'exploitation microfinance des IMF SA s'est élevé au 31-12-2022 à 448,1 millions TND contre 408 millions TND une année auparavant.
- ☒ Le produit net des activités microfinance est passé de 276,9 millions TND au 31-12-2021 à 316 millions TND au 31-12-2022.
- ☒ Le résultat d'exploitation des IMF SA s'est établi au 31-12-2022 à 98 millions TND contre 77,6 millions TND une année auparavant et se compose de la somme des résultats d'exploitation bénéficiaires de six institutions, d'une valeur de 105,4 millions TND et du résultat d'exploitation déficitaire d'une seule IMF.
- ☒ Le résultat net consolidé des IMF SA a atteint 82,6 millions TND au 31-12-2022 contre 57 millions TND au 31-12-2021 enregistrant ainsi, une augmentation de 44,91 %. Une telle amélioration de cet indicateur est dû principalement au résultat bénéficiaire de toutes les IMF SA (hormis une seule IMF), qui est passé d'une valeur globale de 64,4 millions TND au 31-12-2021 à 90 millions TND au terme de l'année 2022.

(En millions TND)

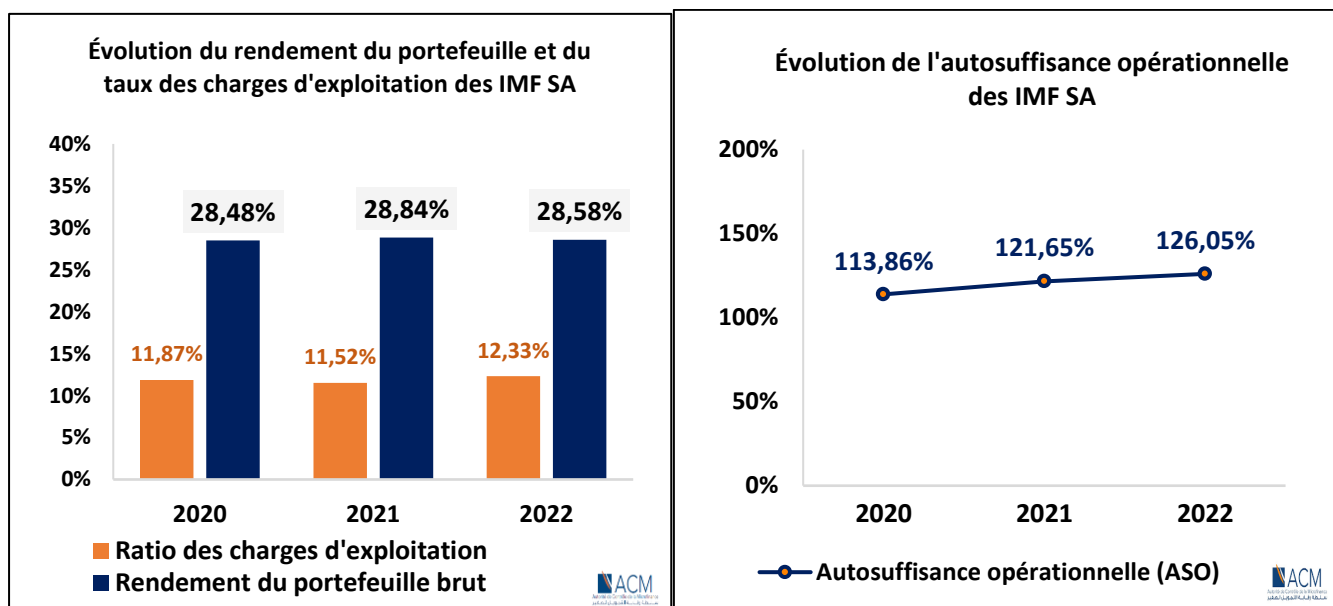
Données consolidées des IMF SA	Total			Taux de croissance	
	2020	2021	2022	<u>2021</u> <u>2020</u>	<u>2022</u> <u>2021</u>
Total des Actifs	1 636,1	1 663,6	1 744,6	1,68%	4,87%
Total des Passifs	1 343,3	1 326,5	1 324,6	-1,25%	-0,14%
<i>Emprunts et ressources spéciales</i>	1 206,8	1 196,6	1 200,1	-0,85%	0,29%
<i>Concours bancaires</i>	28,1	0,1	1,8	-99,64%	1700,00%
Total des capitaux propres	292,7	337,1	420,0	15,17%	24,59%
Total des produits d'exploitation Microfinance	340,8	408,0	448,1	19,72%	9,83%
Total des charges d'exploitation Microfinance	118,7	131,1	132,1	10,45%	0,76%
Produit net des activités microfinance	222,1	276,9	316,0	24,67%	14,12%
Résultat d'exploitation	44,3	77,6	98,0	75,17%	26,29%
Résultat de l'exercice	22,9	57,0	82,6	148,91%	44,91%



b) Indicateurs financiers des IMF SA

- Le ratio de rentabilité des actifs (ROA) s'est élevé à 4,85 % au 31/12/2022, contre 3,45 % au 31/12/2021.
- Au terme de l'année 2022, le ratio de rentabilité des fonds propres (ROE) a atteint 21,82 % contre 18,09 % à la fin de l'année 2021.
- Au 31 décembre 2022, le ratio d'autosuffisance opérationnelle (ASO) s'est établi à 126,05 % contre 121,65 % à la fin de l'année 2021.

Indicateurs financiers des IMF SA	Année		
	2020	2021	2022
Rendement des Fonds Propres (ROE) ⁴	8,23%	18,09%	21,82%
Rendement des Actifs (ROA) ⁵	1,64%	3,45%	4,85%
Autosuffisance Opérationnelle (ASO) ⁶	113,86%	121,65%	126,05%
Coefficient d'exploitation ⁷	62,76%	57,70%	60,06%
Ratio des Charges d'exploitation ⁸	11,87%	11,52%	12,33%
Rendement du portefeuille brut ⁹	28,48%	28,84%	28,58%



⁴ Rendement des Fonds Propres (ROE) : résultat net de l'exercice / moyenne des fonds propres

⁵ Rendement des Actifs (ROA) : résultat net de l'exercice / moyenne des actifs

⁶ Autosuffisance Opérationnelle (ASO) : produits d'exploitation de microfinance / (charges d'exploitation de microfinance + dotations aux provisions pour créances douteuses + frais de personnel + charges générales d'exploitation + dotations aux amortissements sur immobilisations)

⁷ Coefficient d'exploitation : (Charges générales d'exploitation + Frais de personnel + Dotations aux amortissements sur immobilisations) / Produit net des activités de microfinance

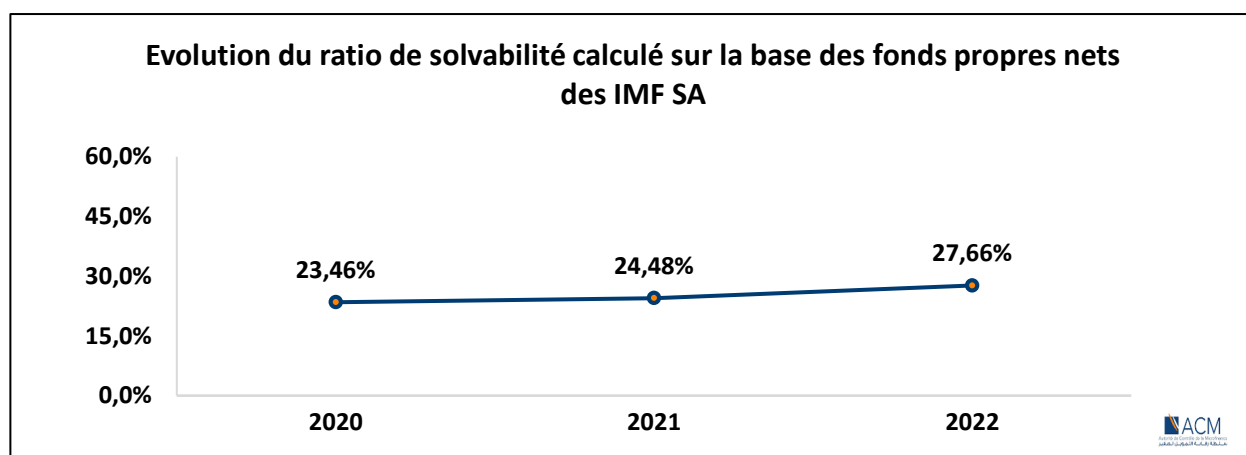
⁸ Ratio des charges d'exploitation : (charges générales d'exploitation + frais de personnel + dotations aux amortissements sur immobilisations) / encours brut moyen

⁹ Rendement du portefeuille brut : (intérêts et revenus assimilés + commissions) / encours brut moyen.

c) Ratio de solvabilité des IMF SA

- Le ratio de solvabilité consolidé des IMF SA est passé de 24,48 % en 2021 à 27,66 % en 2022.

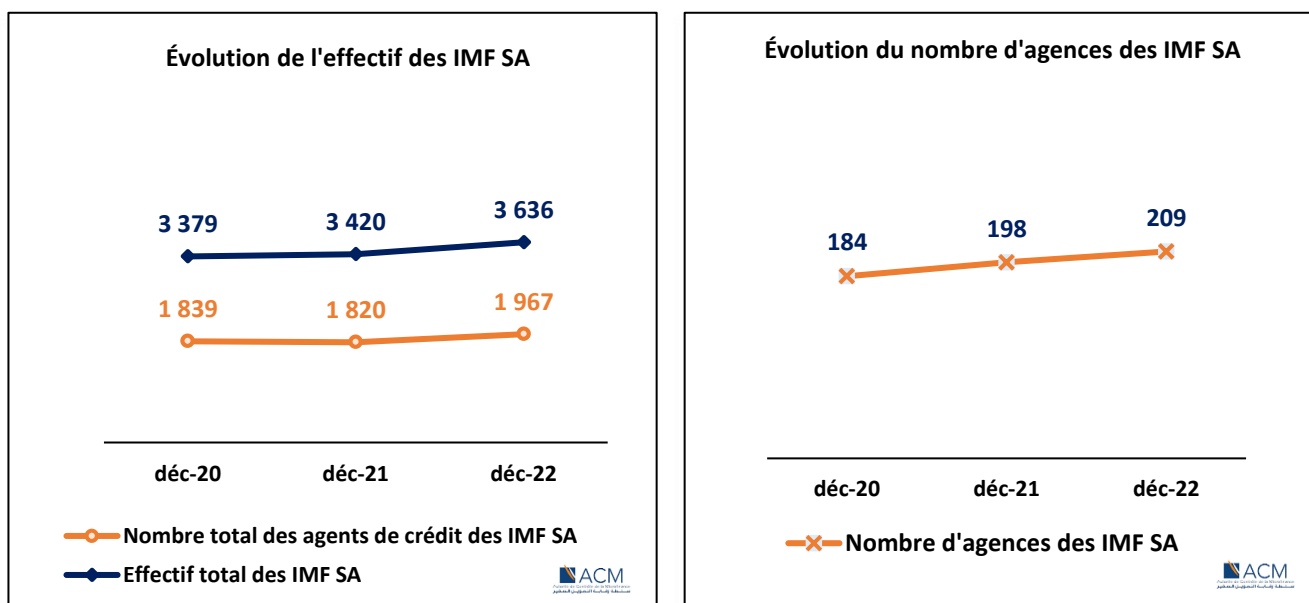
IMF SA	Année		
	2020	2021	2022
Ratio de solvabilité (%)	23,46%	24,48%	27,66%
Fonds propres nets (En milliers TND)	326 836	367 467	452 272
Actifs pondérés en fonction des risques (En milliers TND)	1 393 317	1 501 351	1 634 903



2.13. IMF-SA : Données non financières

- Au terme de l'année 2022, le nombre des agences des IMF SA est passé à 209 contre 198 agences une année auparavant.
- Environ 52% des agences des IMF SA relèvent du réseau d'Enda Tamweel.
- Le nombre moyen des clients actifs par agence d'une IMF SA s'est élevé au 31/12/2022 à 2 555 contre 2 531 et 2 519 clients respectivement au terme des années 2020 et 2021.
- L'effectif total des IMF SA s'est accru en une seule année de 6,3% en passant de 3 420 agents au terme de l'année 2021 à 3 636 à fin 2022, dont 57,2% sont des employés d'Enda Tamweel.
- Durant la période (2020-2022), le nombre total des agents de crédit des IMF SA a enregistré un taux d'accroissement moyen de 3,4% en passant de 1 839 à fin 2020 à 1 967 à fin 2022.

	Année		
	2020	2021	2022
Nombre d'agences des IMF SA	184	198	209
Nombre des clients actifs des IMF SA (Avec doublons)	465 634	498 745	533 983
Nombre moyen des clients actifs par agence	2 531	2 519	2 555
Effectif total des IMF SA	3 379	3 420	3 636
Nombre total des agents de crédit des IMF SA	1 839	1 820	1 967



III. Dynamique de développement des secteurs de la microfinance et du « Crowdfunding » en Tunisie

1) La réalisation d'une étude sur la digitalisation de l'activité de microfinance en Tunisie :

Dans le cadre du programme d'appui à l'inclusion financière en Tunisie, conduit par l'ONG luxembourgeoise ADA Microfinance, une étude sur les risques relatifs à la digitalisation de l'activité des IMF en Tunisie a été entamée au mois de mars 2022 au profit de l'ACM.

L'objectif de cette étude est d'appuyer l'ACM dans sa réflexion sur les répercussions du développement de la digitalisation de l'activité des IMF ainsi que sur les préalables à mettre en place en matière de supervision que nécessiterait l'utilisation croissante par les IMF des canaux digitaux pour la réalisation des transactions financières.

Les mutations du secteur de la microfinance notamment en conséquence à la crise du COVID, ont catalysé une attention particulière portée à la transformation digitale, surtout au niveau des canaux de distribution des services offerts par les IMF.

Bien que cette évolution technologique contribue à améliorer l'inclusion financière des populations vulnérables à faible revenu, elle comporte autant de risques croissants, ce qui exige des mesures de contrôle efficaces et globales pour assurer la protection de cette clientèle.

A cet effet, cette étude diagnostique est de nature à permettre de :

- Cerner les risques potentiels que la digitalisation de l'activité d'une IMF (processus internes, commercialisation des services/produits) pourrait engendrer et impacter les IMF, le secteur et la clientèle de la microfinance,
- Arrêter une démarche appropriée à suivre par l'ACM pour pouvoir mener au mieux sa mission de supervision sur place et sur pièces en lien avec les risques induits par la digitalisation de l'activité de microfinance,
- Fixer les règles qui concourent à une meilleure protection de la clientèle notamment en matière de finance digitale et devant être érigées en loi dispositions réglementaires.

2) Vers le renforcement du cadre réglementaire du « Crowdfunding » en Tunisie :

Face à la rareté et la cherté des sources de financement traditionnelles, un nouveau mode de financement a vu le jour suite à l'adoption en Tunisie d'une nouvelle loi, celle n°2020-37 du 6 août 2020 relative au « Crowdfunding ».

Cette innovation financière permettra aux porteurs d'idées de projets de réaliser des levées de fonds auprès du public via une plateforme internet dédiée à cet effet, en vue de financer des projets ou de sociétés à travers l'investissement dans des valeurs mobilières, des prêts et des dons ou des libéralités.

Une croissance remarquable de ce mode de financement, qui reste encore embryonnaire en Tunisie, enregistrée au cours des dernières années à travers le monde, témoigne de l'importance du « Crowdfunding » pour les petites et moyennes entreprises notamment les starts up innovantes en tant qu'instrument de financement de leurs « Early stage ».

L'année 2022 a été marquée par la publication des décrets d'application de la loi relative au « Crowdfunding », notamment le décret n°2022-767 du 19 octobre 2022 portant organisation de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités.

L'arsenal juridique régissant l'activité du « Crowdfunding » sera complété par la publication par les trois autorités de régulation concernées (CMF, BCT et ACM) respectivement, de règlements, circulaires et notes expliquant les conditions d'octroi des agréments pour l'exercice de l'activité selon chaque forme de financement.

S'inspirant des bonnes pratiques internationales, l'ACM a publié la première note CF en date du 28 décembre 2022, ayant pour objet la liste des pièces constituant le dossier de la demande d'agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités et les éléments que doit comprendre le plan d'affaires. Aussi, l'ACM a-t-elle procédé à la création d'un onglet, sur son site web (www.acm.gov.tn), dédié à l'activité du « Crowdfunding » en dons et libéralités comportant le cadre juridique régissant cette activité en Tunisie.

U.A.T

UNION AUDIT TUNISIE اتحاد المراجعة التونسي

**Société d'expertise comptable inscrite
au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie**

67, Av Alain Savary- Bloc B 4^{ème} étage - 1082 Tunis

Tél : +216.71.78.72.33 – Gsm : 98.30.49.17 - Fax : +216.71.79.61.47 Email : uat@gnet.tn



**Rapport du commissaire aux comptes
sur les états financiers arrêtés
au 31/12/2022**

SOMMAIRE

☐ RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

☐ RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS

☐ ANNEXES :

1- Bilan au 31/12/2022

2- Etat de résultat

3- Etat des flux de trésorerie

4- Notes aux états financiers

U.A.T

UNION AUDIT TUNISIE اتحاد المراجعة التونسي

**Société d'expertise comptable inscrite
au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie**

67, Av Alain Savary- Bloc B 4^{ème} étage - 1082 Tunis

Tél : +216.71.78.72.33 – Gsm : 98.30.49.17 - Fax : +216.71.79.61.47 Email : uat@gnet.tn

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

***Messieurs les membres du conseil d'administration
de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance ACM***

I. Rapport sur l'audit des états financiers

1- Opinion

En exécution du mandat de commissariat aux comptes que vous nous avez confié, nous avons effectué l'audit des états financiers de ***l'Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM »*** qui comprennent le bilan arrêté au 31 décembre 2022, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers, annexés au présent rapport, font apparaître un total net du bilan de : **3 792 673 DT** et un résultat bénéficiaire de : **897 241 DT**.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de ***l'Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM »*** au 31 décembre 2022, ainsi que de sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises

2- Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA) applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'établissement conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3- Rapport annuel de gestion

La responsabilité du rapport annuel de gestion incombe au Conseil d'Administration. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

Conformément à la réglementation en vigueur, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de l'ACM dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Le rapport annuel de 2022 est en cours de préparation du fait que certaines informations ne sont pas encore disponibles, notamment les états financiers des IMF.

4- Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'établissement ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'établissement.

5- Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'établissement à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut

raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

Conformément à la réglementation en vigueur, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'ACM. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au conseil d'administration.

Nous signalons que notre examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation et présentation des états financiers n'a pas révélé d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion. Un rapport comportant nos remarques, observations et conclusions relatives au contrôle interne et aux procédures a été remis à la direction Générale de l'ACM.

Tunis le, 03 Avril 2023

P/ UAT

Abdellatif ABBES



U.A.T

UNION AUDIT TUNISIE اتحاد المراجعة التونسي

**Société d'expertise comptable inscrite
au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie**

67, Av Alain Savary- Bloc B 4^{ème} étage - 1082 Tunis

Tél : +216.71.78.72.33 – Gsm : 98.30.49.17 - Fax : +216.71.79.61.47 Email : uat@gnet.tn

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

**Messieurs les membres du conseil d'administration
de l'Autorité de Contrôle de la Micro finance ACM**

Messieurs,

Dans le cadre de la mission de commissariat aux comptes de l'ACM qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous vous communiquons ci-dessous les conventions et opérations conclues avec les membres du conseil d'administration.

Notre responsabilité consiste à nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation desdites conventions ou opérations et de leur correcte traduction, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été communiquées et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I- Conventions avec les membres du conseil d'administration

➤ Convention avec la Banque Centrale de Tunisie

Le 13/05/2015, l'ACM a conclu un protocole d'accord avec la Banque Centrale de Tunisie qui a pour objet :

- La définition d'un cadre de coopération entre les parties en vue de mettre en place la centrale des risques de la microfinance
- L'hébergement physique et virtuel de cette centrale à la BCT
- L'échange de données entre la BCT et l'ACM dans la limite des textes législatifs et réglementaires permettant à chacune d'elles de réaliser ses missions

Selon ce protocole d'accord, toutes les prestations fournies par la Banque Centrale sont fournies gratuitement, toutefois, l'ACM supportera :

- L'achat, l'installation, la maintenance et la désinstallation de tout équipement nécessaire à l'accomplissement des prestations des parties
- Le paiement de tout service rendu par des tiers et liés à l'administration du service
- Les frais, redevances et coûts liés au raccordement de la Centrale des risques de la microfinance avec les institutions de microfinance.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

➤ Jetons de présence

Les jetons de présence servis par référence à l'arrêté du ministère des finances en date du 16 juin 2016 se sont élevés à 42 300 DT.

➤ Rémunération du Directeur Général

La rémunération du directeur général est fixée par arrêté du président du gouvernement en date du 9 mars 2016 et comprend les éléments suivants :

• Eléments de salaire :

Elément	Montant
Salaire de base	900 DT
Prime de logement	200 DT
Prime de responsabilité	3795 DT

• Avantage en nature :

Le directeur Général bénéficie des avantages suivants :

- ✓ Un quota de carburant fixé à 500 litres par mois ;
- ✓ Recharge téléphonique pour 120 dinars par trimestre ; et
- ✓ Une voiture de fonction

Les obligations et engagements de l'ACM envers son Directeur Général, tel qu'ils ressortent des états financiers pour l'exercice clos le 31/12/2022, se présentent comme suit :

Eléments	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2022
Salaire et indemnités	58 973	0
Avantage en natures	13 893	0
TOTAL	72 866	0

En dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions et opérations spécifiques.

Tunis le, 03 Avril 2023

P/ UAT
Abdellatif ABBES





Etats financiers

Exercice clos le 31 décembre 2022

BILAN

Actifs

Exercice clos le 31 décembre 2022
(Chiffres exprimés en dinars)

Libellé	Note N°	31-déc-2022	31-déc-2021
Actifs non courants			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles	4.1.1	1 327 065	1 139 894
<i>Moins : amortissements immobilisations incorporelles</i>		<i>(1 137 796)</i>	<i>(1 089 835)</i>
Immobilisations incorporelles		189 269	50 059
Immobilisations corporelles	4.1.1	457 833	423 343
<i>Moins : amortissements immobilisations corporelles</i>		<i>(413 284)</i>	<i>(389 837)</i>
Immobilisations corporelles		44 548	33 505
Immobilisations financières		-	-
<i>Moins : amortissements immobilisations financières</i>		-	-
Immobilisations financières		-	-
Total des actifs immobilisés		233 817	83 564
Autres Actifs Non Courants		-	-
Total des actifs non courants		233 817	83 564
Actifs courants			
Clients et compte rattachés		-	-
Divers actifs courants	4.1.2	150 196	138 682
<i>Moins : provisions</i>		-	-
Autres actifs courants		150 196	138 682
Placements et autres actifs financiers	4.1.3	2 700 000	2 400 000
Liquidités et équivalents de liquidités	4.1.4	708 660	81 124
Total des actifs courants		3 518 739	2 619 807
TOTAL DES ACTIFS		3 792 673	2 703 371

BILAN

Capitaux Propres & Passifs

Exercice clos le 31 décembre 2022
(Chiffres exprimés en dinars)

Libellé	Note N°	31-déc-2022	31-déc-2021
Capitaux propres			
Fonds de dotation		-	-
Subventions d'investissement nettes	4.1.5	170 518	56 394
Résultats reportés		2 233 775	1 195 255
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		2 404 293	1 251 649
Résultat de l'exercice		897 241	1 038 521
Total des capitaux propres avant affectation		3 301 534	2 290 170
Passifs			
Passifs non courants			
Autres passifs financiers			
Provisions pour risques et charges	4.1.6	53 786	43 385
Total des passifs courants		53 786	43 385
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	4.1.7	14 585	35 905
Autres passifs courants	4.1.8	422 768	333 911
Concours bancaires et autres passifs financiers		-	-
Total des passifs courants		437 353	369 816
Total des passifs		491 139	413 201
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES & DES PASSIFS		3 792 673	2 703 371

ETAT DE RESULTAT

Exercice clos le 31 décembre 2022
(Chiffres exprimés en dinars)

Libellé	Note N°	31-déc-2022	31-déc-2021
Produits d'exploitation			
Contributions IMF	4.2.1	2 327 746	2 221 305
Subventions d'exploitation	4.2.2	20 355	74 970
Autres produits d'exploitation	4.2.3	52 897	88 899
Total des produits d'exploitation		2 400 998	2 385 174
Charges d'exploitation			
Achats divers consommés	4.2.4	33 599	24 021
Charge du personnel	4.2.5	1 273 145	1 052 757
Dotations aux amortissements et aux provisions	4.2.6	71 408	96 262
Autres charges d'exploitation	4.2.7	370 981	305 717
Total des charges d'exploitation		1 749 132	1 478 757
Résultat d'exploitation		651 866	906 417
Charges financières nettes		-	-
Produits des placements	4.2.8	234 637	132 080
Autres gains ordinaires	4.2.9	10 738	23
Autres pertes ordinaires		-	-
Résultat des activités ordinaires avant impôt		897 241	1 038 521
Impôt sur les bénéfices		-	-
Résultat des activités ordinaires après impôt		897 241	1 038 521
Eléments extraordinaires (Gains/pertes)		-	-
Résultat net de l'exercice		897 241	1 038 521
Effets des modifications comptables		-	-
Résultats après modifications comptables		897 241	1 038 521

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

Exercice clos le 31 décembre 2022

(Chiffres exprimés en dinars)

Libellé	Note N°	31-déc-2022	31-déc-2021
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net de l'exercice		897 241	1 038 521
Ajustement pour :			
- Amortissements et provisions		81 809	106 854
- Quote-part des subventions d'investissement inscrites au résultat		(52 897)	(88 899)
Variation des :			
- créances		-	-
- autres actifs		(11 514)	(78 731)
- fournisseurs et autres dettes		67 537	65 491
Plus ou moins-values de cession		-	-
Transfert de charges		-	-
Flux de trésorerie affectés à l'exploitation		982 176	1 043 236
Flux de trésorerie liés à l'investissement			
Décaissements provenant d'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(221 661)	(55 490)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		-	-
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations Financières		-	-
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations Financières		-	-
Décaissements provenant d'acquisition d'autres actifs non courants		-	-
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements		(221 661)	(55 490)
Flux de trésorerie liés au financement			
Subvention d'investissement		167 020	39 523
Placements nets (Souscriptions nettes des remboursements)		(300 000)	(1 050 000)
Remboursement d'emprunts		-	-
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		(132 980)	(1 010 477)
Variation de trésorerie		627 536	(22 731)
Trésorerie au début de l'exercice		81 124	103 856
Trésorerie à la clôture de l'exercice		708 660	81 124



Notes aux Etats financiers

Exercice clos le 31 décembre 2022

Table des matières

I.	Présentation de l'ACM	8
II.	Respect des normes comptables tunisiennes	9
III.	Les bases de mesure et méthodes comptables pertinentes	9
	3.1- Règles de prise en compte des produits.....	9
	3.1.1- Règles de prise en compte des contributions	9
	3.1.2- Règles de prise en compte des revenus de placements financiers	9
	3.2- Les subventions d'investissement.....	10
	3.3- Les subventions d'exploitation.....	10
	3.4- Valeurs Immobilisées	10
	3.5- Les charges à répartir.....	11
	3.6- Provisions pour indemnités de départ à la retraite	11
	3.7- Régime fiscal de l'ACM	11
IV.	Notes aux états financiers	12
	4.1- Notes sur le bilan	12
	4.1.1- Immobilisations corporelles & incorporelles.....	12
	4.1.2- Divers Actifs courants	13
	4.1.3- Placements et autres actifs financiers.....	14
	4.1.4- Liquidités et équivalents de liquidités	14
	4.1.5- Capitaux propres.....	14
	4.1.6- Provisions pour départ à la retraite	15
	4.1.7- Fournisseurs et comptes rattachés.....	15
	4.1.8- Autres passifs courants.....	15
	4.2- Notes sur l'état de résultat	17
	4.2.1- Contribution des IMF.....	17
	4.2.2- Subventions d'exploitation	17
	4.2.3- Autres produits d'exploitation.....	18
	4.2.4- Achats divers consommés.....	18
	4.2.5- Charges du personnel.....	18
	4.2.6- Dotations aux amortissements, aux provisions et résorptions	18
	4.2.7- Autres charges d'exploitation.....	19
	4.2.8- Produits des placements.....	20
	4.2.9- Autres gains ordinaires.....	20
	4.3- Notes sur l'état des flux de trésorerie.....	20
	4.4- Eventualités et événements survenant après la date de clôture.....	20
	4.5- Les engagements hors Bilan.....	20

I. Présentation de l'ACM

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM » est créée par l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance

Les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance sont fixées par le décret n°2012-2128 du 28 septembre 2012

L'ACM est chargée :

- D'instruire les dossiers d'agrément des institutions de microfinance et d'émettre un avis à leurs propos,
- D'informer les institutions de microfinance des décisions d'autorisation prises par le ministre des finances,
- De contrôler sur pièces et sur place les institutions de microfinance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité,
- De désigner un administrateur provisoire pour l'institution de microfinance selon des conditions fixées par décision du ministre des finances,
- De prononcer des sanctions administratives, à l'exception du retrait d'agrément, en cas de violation des dispositions du présent décret-loi et de ses textes d'application,
- De prononcer des pénalités, en cas de non-respect des dispositions du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance et de ses textes d'application, payables au profit du trésor public. Leurs montants sont fixés par arrêté du ministre des finances,
- De proposer, avec justification, au ministre des finances le retrait de l'agrément des institutions de microfinance et de leurs unions,
- De mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de microfinance à leur demande, elle peut à cette fin demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations,
- D'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance
- De statuer sur les dossiers d'agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralité.
- De procéder au retrait de l'agrément de l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralité.

II. Respect des normes comptables tunisiennes

Les états financiers de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, ont été établis et présentés conformément aux méthodes comptables prévues par les normes comptables tunisiennes et dans le respect des hypothèses sous-jacentes (la continuité d'exploitation et la comptabilité d'engagement) ainsi que les conventions comptables prévues par le cadre conceptuel de la comptabilité financière.

En matière de présentation, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a opté pour l'établissement de l'état de résultat et de l'état des flux de trésorerie selon le modèle autorisé. Les chiffres présentés sont exprimés en Dinars Tunisiens.

En matière d'information, des détails des comptes et des informations complémentaires sont présentés dans les notes aux états financiers.

III. Les bases de mesure et méthodes comptables pertinentes

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués par référence à la convention comptable du coût historique.

3.1- Règles de prise en compte des produits

3.1.1- Règles de prise en compte des contributions

Les revenus provenant des contributions annuelles perçues par l'autorité de contrôle de la microfinance sur les institutions de microfinance sont pris en compte en résultat de façon à les rattacher à l'exercice au cours duquel ils sont encourus, sauf si leur encaissement effectif n'est pas raisonnablement assuré.

En application des dispositions de l'article premier du Arrêté du ministre des finances du 9 février 2016, fixant les taux et les modalités de perception de la contribution des institutions de microfinance revenant à l'autorité de contrôle de la microfinance et prévue à l'article 48 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, le taux de la contribution annuelle perçue par l'autorité de contrôle de la microfinance sur les institutions de microfinance au titre de leurs participations aux ressources de ladite autorité est fixé à 1,25‰ (1,25 pour mille) du total brut du bilan relatif à l'exercice comptable expiré et sans que le montant de la contribution annuelle de chaque institution de microfinance sous forme de société anonyme ne soit inférieur à 60 000DT (60 mille dinars).

La contribution perçue sur les institutions de microfinance agréées au cours d'année civile, est calculée au prorata de la période restant à courir de l'année.

3.1.2- Règles de prise en compte des revenus de placements financiers

Les revenus des placements englobent principalement les intérêts financiers. Ils sont constatés en produits dès qu'ils sont acquis même s'ils ne sont pas encore encaissés.

Les intérêts courus à la date de clôture de l'exercice constituent des produits à recevoir à enregistrer en produits.

3.2- Les subventions d'investissement

Elles sont constituées par les subventions publiques reçues en numéraires et par les subventions en nature reçues de la « GIZ ». Celles-ci sont évaluées à la valeur vénale des actifs sur la base des factures correspondantes.

Les subventions d'investissement relatives à des actifs amortissables, sont prises en compte dans les résultats pendant les exercices où sont constatées les charges d'amortissement liées à ces actifs, et ce proportionnellement à ces charges d'amortissement.

3.3- Les subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation reçues de l'Etat sont destinées à couvrir les charges d'exploitation. Elles sont comptabilisées en « produits » au cours de l'exercice qui enregistre ces charges.

A la fin de l'année, considérant l'hypothèse que l'excédent non utilisé de la subvention afférente à une année devra être imputé sur le budget de ou des année (s) suivante (s) (il n'est donc ni restituable, ni acquis définitivement au titre de l'année de référence), et conformément à la convention de rattachement des charges aux produits, la partie non utilisée d'une subvention afférente à une année considérée est reportée à l'exercice suivant. A cet effet, la partie non utilisée est déduite des produits de cette année et est comptabilisée dans un compte de passif «subventions reçues d'avance».

3.4- Valeurs Immobilisées

Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par l'ACM figurent aux actifs pour leur coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire.

Les durées de vie utiles des principales catégories d'immobilisations de l'ACM, converties en taux d'amortissement se présentent comme suit :

Catégories d'immobilisations	Taux d'amortissement
Site Web	33%
Licences	33%
Logiciels	33%
Centrale des risques	33%
Matériel de transport	20%
Equipements de bureau	10% et 20%
Equipements de cuisine	20%
Matériels informatiques	33%

3.5- Les charges à répartir

Les charges à répartir sont les charges engagées au cours d'un exercice, dans le cadre d'opérations spécifiques, ayant une rentabilité globale démontrée et dont la réalisation est attendue au cours des exercices ultérieurs.

Les charges à répartir sont portées à l'actif du bilan en autres actifs non courants dans la mesure où il est établi qu'elles ont un impact bénéfique sur les résultats futurs et qu'il est probable que les activités futures permettront de récupérer les montants engagés. Ils sont résorbés sur une durée maximale de trois ans, à partir de l'exercice de leur constatation.

3.6- Provisions pour indemnités de départ à la retraite

Une provision pour avantages du personnel est comptabilisée par l'ACM pour faire face aux engagements correspondants à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles (six mensualités) auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite.

Elle résulte d'un calcul effectué selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (prévue par la Norme Comptable Internationale IAS 19, Avantages du personnel, n'ayant pas d'équivalente en Tunisie) qui prend en considération notamment le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation financière.

3.7- Régime fiscal de l'ACM

Le régime fiscal de l'ACM est précisé par la lettre reçue de la Direction Générale des Etudes et Législation Fiscale (DGELF) en date du 08/01/2013 qui précise que :

- En matière d'impôts sur les bénéfices: L'ACM se trouve hors champs d'application de l'impôt sur les sociétés conformément à l'article 45 du code de l'IRPP et de l'IS. Cependant, elle applique une retenue à la source conformément aux dispositions des articles 52 et 53 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.
- En matière de TVA: Les opérations réalisées par l'ACM ne sont pas soumises à la TVA. Toutefois, les acquisitions de l'ACM sont soumises à la TVA selon les taux en vigueur et elle applique une retenue à la source au taux de 25% du montant de la TVA conformément à l'article 19 bis du code de la TVA.

IV. Notes aux états financiers

4.1- Notes sur le bilan

4.1.1- Immobilisations corporelles & incorporelles

0	Valeurs Brutes 31 Décembre 2021	Acquisitions 2022	Cession Reclassement 2022	Valeurs Brutes 31 Décembre 2022	Dotations 2022	Régul Amortis antérieurs	Amortissement cumulé 31 Décembre 2022	VCN 31 Décembre 2022
Immobilisations incorporelles								
Logiciels	9 412	38 421	-	47 833	6 032	-	13 415	34 418
Site Web	35 575	-	-	35 575	-	-	35 575	-
Licence	23 446	-	-	23 446	4 321	-	18 323	5 123
Centrale des risques ⁽¹⁾	1 017 045	-	-	1 017 045	25 480	-	1 016 068	977
Logiciels subventionnés par la GIZ	54 416	-	-	54 416	12 128	-	54 416	-
Logiciel GIZ 2	54 416	-	-	54 416	12 128	-	54 416	-
Immobilisations incorporelles en cours	-	148 750	-	148 750	-	-	-	148 750
Total des immobilisations incorporelles	1 139 894	187 171	-	1 327 065	47 961	-	1 137 796	189 269
Immobilisations corporelles								
Matériel de transport	94 460	-	-	94 460	-	-	94 460	-
Equipement de bureau	28 226	-	-	28 226	2 823	-	23 064	5 162
Equipement de cuisine	92	-	-	92	-	-	92	-
Matériel informatique	31 166	16 220	-	45 386	8 469	-	26 165	21 221
Centrale des risques	92 304	-	-	92 304	-	-	92 304	-
Matériel de transport subventionné par la GIZ	52 546	-	-	52 546	-	-	52 546	-
Equipements de bureau, subventionnés par la GIZ	39 186	1 047	-	40 233	3 058	-	36 619	3 614
Equipements de cuisine, subventionnés par la GIZ	1 757	-	-	1 757	-	-	1 757	-
Matériels informatique subventionnés par la GIZ	83 607	17 223	-	100 829	9 098	-	86 278	14 552
Total des immobilisations corporelles	423 343	34 490	-	457 833	23 447	-	413 284	44 548
Total des immobilisations incorporelles et corporelles	1 563 237	221 661	-	1 784 897	71 408	-	1 551 080	233 817

(1) Centrale des risques

Conformément à l'article 43 du Décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, l'ACM a mis en place en 2015 un système de centralisation des risques du secteur et d'information des institutions de microfinance.

Ce système a été financé par la GIZ et la Banque mondiale comme suit :

Financier	Montant
La GIZ	607 913
La Banque Mondiale	496 640
Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM »	61 242
Total	1 165 795

De même, l'ACM a conclu le 13-Mai-2015 avec la Banque Centrale de Tunisie un protocole d'accord qui a pour objet :

- La définition d'un cadre de coopération entre les parties en vue de mettre en place la centrale des risques de la microfinance ;
- L'hébergement physique et virtuel de cette centrale à la BCT ;
- L'échange de données entre la BCT et l'ACM dans la limite des textes législatifs et réglementaires permettant à chacune d'elles de réaliser ses missions.

Selon ce protocole d'accord, l'ACM supportera :

- L'achat, l'installation, la maintenance et la désinstallation de tout équipement nécessaire à l'accomplissement des prestations des parties ;
- Le paiement de tout service rendu par des tiers et liés à l'administration du service ;
- Les frais, redevances et coûts liés au raccordement de la Centrale des risques de la microfinance avec les institutions de microfinance.

4.1.2- Divers Actifs courants

Les autres actifs courants totalisent 150 196 Dinars au 31-Déc-2022 contre 138 682 Dinars au 31-Déc-2021, soit une augmentation de 11 513 Dinars.

Les autres actifs courants au 31-Déc-2022 se détaillent comme suit :

Désignation	Note	2022	2021	Variation
Produits à recevoir (Revenu de placement)		136 880	120 103	16 777
Charges constatées d'avance	(1)	13 315	18 559	-5 244
Débiteurs & Crédoeurs Divers		-	20	-20
Total		150 195	138 682	11 513

(1) Les charges constatées d'avance se détaillent comme suit :

Désignation	2022	2021	Variation
Loyer	-	4 218	-4 218
Frais internet	4 693	4 693	-
Prime d'assurance	1 773	1 750	23
Hébergement Site WEB ACM	333	266	67
Certificat SSL	4 928	6 232	-1 304
DSU SAGE PAIE & RH	1 084	-	1 084
Stock de tickets restaurant	-	645	-645
Stock de bons de carburant	505	754	-249
Total	13 315	18 559	-5 244

4.1.3- Placements et autres actifs financiers

Les placements et autres actifs financiers s'élèvent à 2 700 000 Dinars au 31-Déc-2022 contre 2 400 000 Dinars au 31-Déc-2021.

Nature du placement	2022	2021	Variation
Placement à terme	2 700 000	2 400 000	300 000
Total	2 700 000	2 400 000	300 000

4.1.4- Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent à 708 660 Dinars au 31-Déc-2022 contre 81 124 Dinars au 31-Déc-2021, soit une augmentation de 627 536 Dinars et se détaillent comme suit :

Désignation	2022	2021	Variation
Banque STB	708 631	80 922	627 709
Caisse	29	202	-173
Total	708 660	81 124	627 536

Le solde existant chez la STB au 31-Décembre 2022 est expliqué par :

- En 2021, le remboursement du placement a été effectué au début de l'exercice 2022, le 03-Janvier-2022
- Alors qu'en 2022 le remboursement a été effectué à la fin de l'exercice, le 29/12/2022.

4.1.5- Capitaux propres

La situation des capitaux propres se présente au 31-Déc-2022 comme suit :

Désignation	Fonds de dotation	Subventions d'investissement (1)	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	TOTAL
Solde au 31-Déc-2021	-	56 394	1 195 255	1 038 521	2 290 170
Affectation du résultat 2021			1 038 521	-1 038 521	-
Résultat de l'exercice 2022				897 241	897 241
Subventions acquises 2022		167 021			167 021
Quote-part des subventions en résultat 2022		-52 897			-52 897
Solde au 31-Déc-2022		170 518	2 233 776	897 241	3 301 534

(1) Le détail des subventions d'investissement de présente comme suit :

Désignation	Montant 31-Déc-2021	Mouvement 2022	Montant 31-Déc-2022
Subvention GIZ (A)	755 531	167 021	922 552
<i>Equipements de bureaux, matériels informatiques et autres</i>	296 368	18 271	314 639
<i>Centrale des risques</i>	459 163	148 750	607 913
Subvention Banque Mondiale (B)	496 640	-	496 640
<i>Centrale des risques</i>	496 640	-	496 640
Subvention de l'Etat 2013 (C)	70 000	-	70 000
<i>Matériel de transport</i>	50 000	-	50 000
<i>Equipements</i>	20 000	-	20 000
Total des subventions d'investissements (A +B +C)	1 322 171	167 021	1 489 192
Quote-part des subventions d'investissements inscrites aux résultats	-1 265 778	-52 896	-1 318 674
Valeur nettes des subventions d'investissements	56 394	114 124	170 518

4.1.6- Provisions pour départ à la retraite

Suite à la mise en application du statut particulier du personnel de l'ACM, tel qu'approuvé par le Décret gouvernemental n° 2016-1304 du 29 novembre 2016, l'ACM a décidé de comptabiliser les passifs dus au titre des avantages postérieurs à l'emploi.

En effet, selon l'article 105 dudit statut, chaque employé a le droit à une indemnité de départ à la retraite qui correspond à six salaires.

La norme internationale IAS 19 classe cet avantage parmi les autres avantages à long terme. Elle exige que le montant comptabilisé au passif pour les autres avantages à long terme soit égal au total de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Les hypothèses retenues pour le calcul de cette provision sont décrites comme suit :

- Taux d'augmentation des salaires 7% ;
- Le taux d'actualisation est de 7%

Désignation	Note	2022	2021	Variation
Personnel, indemnités de départ à la retraite		53 786	43 385	- 10 401
Total		53 786	43 385	- 10 401

4.1.7- Fournisseurs et comptes rattachés

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève à 14 585 Dinars au 31-Déc-2022 contre 35 905 Dinars au 31-Déc-2021, soit une diminution de 21 320 Dinars.

4.1.8- Autres passifs courants

Les autres passifs courants s'élèvent à 422 768 Dinars au 31-Déc-2022 contre 333 911 Dinars au 31-Déc-2021, soit une augmentation de 88 857 Dinars.

Les autres passifs courants au 31-Déc-2022 se détaillent comme suit :

Désignation	Note	2022	2021	Variation
Personnel-Rémunérations dues		70 747	57 853	12 894
Congés à payer		24 361	22 316	2 045
Etat, Impôts et taxes		66 653	67 843	-1 190
CNRPS		43 753	48 121	-4 368
CNAM		11 966	13 158	-1 192
Assurance groupe maladie « Cotisation salariale »		5 445	7 574	-2 129
Assurance groupe maladie « Cotisation patronale »		5 056	2 423	2 633
Assurance groupe maladie « Remboursement Personnel »		501	278	223
Retenue ORANGE		40	40	0
Charges à payer	(1)	157 749	93 950	63 799
Débiteurs & Crédoiteurs Divers		36 496	-	36 496
Subventions perçues d'avance	(2)	-	20 355	-20 355
Total		422 767	333 911	88 857

(1) Les charges à payer se détaillent comme suit :

Désignation	2022	2021	Variation
Frais télécommunication VOIP ACCES 4TR	679	684	-5
Frais télécommunication Fixe Post paye Pro 3 & 4TR	251	250	1
Frais télécommunication FAST LINK 4TR	1 453	1 453	-
Frais télécommunication Corporate VPN 2015-2021	33 476	-	33 476
Frais électricité	834	1 325	-491
Frais eau (Novembre-décembre)	261	93	168
Honoraires CAC	8 500	7 500	1 000
Maintenance site WEB ACM	1 285	1 224	61
Maintenance CRM : Lot N°02 & 03 du 27-Octobre au 31-Décembre	16 070	16 070	-
Maintenance CRM : Lot N°04 du 15-Juillet au 31-Décembre	4 867	4 868	-1
Loyer siège ACM (Novembre-Décembre)	8 714	-	8 714
Jetons de présence	42 300	31 500	10 800
Redevance annuelle BCT (2019-2022) - Maintenance équipement CRM	31 268	26 732	4 536
Maintenance équipement informatique de l'ACM du 09-Octobre au 31-Décembre	1 476	1 397	79
Redevance annuelle Firewall du 01-Juillet au 31-Décembre	-	855	-855
Renouvellement Logiciel SAS Office Analytics (BCT)	6 326	-	6 326
Total	157 749	93 950	63 799

(2) Les subventions perçues d'avance s'élèvent à 20 355 Dinars en 2021 et correspondent aux subventions d'exploitation reçue de l'ETAT le 23/01/2020 reportée pour l'année 2022.

4.2- Notes sur l'état de résultat

4.2.1- Contribution des IMF

Au 31 décembre 2022, le secteur de la microfinance en Tunisie se composait de :

- **288 Associations de Microcrédits (AMC)** agréées dans le cadre de la loi n° 99-67 du 15 juillet 1999 relative aux microcrédits accordés par les associations dont 9 qui n'ont jamais exercé l'activité de microcrédit et 186 ont eu accès à un financement auprès de la BTS au cours de l'année 2021. Parmi les associations actives, seulement une association est conforme aux dispositions du décret-loi n°2011-117 à savoir ASAD TAMWEEL.
- **7 sociétés anonymes.**

a) Contribution des IMF-SA

Les contributions des Institutions de Microfinance sous forme de société anonyme au titre de l'exercice 2021 s'élèvent à 2 274 835 Dinars encaissées en 2022 contre 2 187 801 Dinars au titre de l'exercice 2020 encaissées en 2021.

La contribution perçue sur les IMF-SA agréées au cours de l'exercice 2022 est fixé à 1,25‰ (1,25 pour mille) **du total brut du bilan** relatif à l'exercice comptable expiré (2021) et sans que le montant de la contribution annuelle de chaque institution de microfinance sous forme de société anonyme ne soit inférieur à 60 000DT (60 mille dinars).

IMF-SA	2022	2021	Variation
ENDA TAMWEEL	1 489 093	1 467 740	21 353
MICROCRED BAOBAB	157 680	201 575	-43 896
CENTRE FINANCIER AUX ENTREPRENEURS " CFE "	161 803	123 036	38 767
ADVANS TUNISIE	209 423	158 669	50 754
TAYSIR MICROFINANCE	136 837	110 072	26 765
ZITOUNA TAMKEEN	60 000	66 709	-6 709
EL AMEL DE MICROFINANCE	60 000	60 000	-
Total	2 274 835	2 187 801	87 34

b) Contribution des IMF-AMC

IMF-AMC	2022	2021	Variation
ASAD TAMWEEL	12 794	33 504	-20 710
AkDI	40 117	-	40 117
Total	52 911	33 504	19 407

4.2.2- Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation s'élèvent à 20 355 Dinars en 2022 contre 74 970 Dinars en 2021, soit une diminution de 54 615 Dinars. Ce montant représente le montant de quote-part de la subvention d'exploitation reçue de l'Etat le 23-Janvier-2020.

4.2.3- Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation, qui s'élèvent à 52 897 Dinars, sont constitués de la quote-part des subventions d'investissement transférée dans le résultat de l'exercice. Elle correspond au montant de la dotation aux amortissements de l'année des valeurs immobilisées dont l'acquisition a été financée par la GIZ.

4.2.4- Achats divers consommés

Le solde des achats divers consommés s'élève à 33 599 Dinars en 2022 contre 24 021 Dinars en 2021, soit une augmentation de 9 578 Dinars.

Les achats d'approvisionnements consommés se détaillent comme suit :

Désignation	2022	2021	Variation
Carburant	15 628	12 654	2 974
Fournitures de bureau	5 614	111	5 503
Achats divers	1 186	1 955	-769
Eau	869	392	477
Electricité	10 302	8 908	1 394
Total	33 599	24 021	9 579

4.2.5- Charges du personnel

Les charges du personnel s'élèvent à 1 273 145 Dinars en 2022 contre 1 052 757 Dinars en 2021, soit une augmentation de 220 388 Dinars.

Les charges du personnel se détaillent comme suit :

Désignation	Note	2022	2021	Variation
Salaires du personnel		1 014 009	837 354	176 655
Charges sociales légales		188 521	155 123	33 398
Avantages en nature		28 888	23 321	5 567
Congés payés		2 045	2 444	-399
Indemnités de départ à la retraite		7 364	8 297	-933
Assurance groupe maladie		32 318	26 218	6 100
Total		1 273 145	1 052 757	220 388

4.2.6- Dotations aux amortissements, aux provisions et résorptions

Les dotations aux amortissements, aux provisions et résorptions s'élèvent à 71 408 Dinars en 2022 contre 96 262 Dinars en 2021, soit une diminution de 24 854 Dinars. Elles représentent les dotations aux amortissements de l'exercice et se détaillent comme suit :

Désignation	2022	2021	Variation
Dot Amort des Immobilisations Corporelles & Incorporelles	71 408	88 862	-17 454
Dot Résorption Charges à répartir	-	7 400	-7 400
Total Dotation aux Amort Prov & Résorption	71 408	96 262	-24 854

4.2.7- Autres charges d'exploitation

Le solde des autres charges d'exploitation s'élève à 370 981 Dinars en 2022 contre 305 717 Dinars en 2021, soit une augmentation de 65 264 Dinars, et se détaillent comme suit :

Désignation	Note	2022	2021	Variation
Loyer		54 083	78 451	-24 368
Entretiens et réparations		125 287	129 798	-4 511
Assurance		2 879	2 938	-59
Rémunérations d'intermédiaires	(1)	11 578	8 746	2 832
Frais d'impression		7 350	6 972	378
Annonces et insertions		2 970	328	2 642
Frais déplacement et missions		1 247	-	1 247
Frais de réception		2 058	598	1 460
Frais de télécommunication et internet	(2)	53 548	14 795	38 753
Redevance, Brevets et Licences		10 331	1 584	8 747
Jetons de présence		42 300	31 500	10 800
Services bancaires		363	328	35
FOPROLOS		10 192	8 359	1 833
Taxes/véhicules		820	813	7
Autres droits (R/S sur placements)		42 939	18 212	24 727
Actualisation IDR		3 037	2 296	741
Total		370 981	305 717	65 264

(1) Les rémunérations d'intermédiaires se détaillent comme suit :

Désignation	2022	2021	Variation
Honoraires mission CAC	10 863	8 746	2 117
Formation CNI	715	-	715
Total	11 578	8 746	2 832

(2) Ce poste a enregistré une hausse notable de 38 753 Dinars soit 362 % due essentiellement au service Corporate VPN qui n'a pas été facturé par Tunisie Telecom pendant la période allant du 28-Août-2015 au 31-Décembre-2022 et qui se détaille comme suit :

Période	Montant dû
Du 28-Août-2015 Au 31-Décembre-2018	17 725
Du 01-Janvier-2019 Au 31-Décembre-2019	5 250
Du 01-Janvier-2020 Au 31-Décembre-2020	5 250
Du 01-Janvier-2021 Au 31-Décembre-2021	5 250
Du 01-Janvier-2022 Au 31-Décembre-2022	5 250
Total	38 725

4.2.8- Produits des placements

Les produits des placements s'élèvent à 234 638 Dinars en 2022 contre 132 080 Dinars en 2021, soit une augmentation de 102 558 Dinars.

Désignation	2022	2021	Variation
Produits de placement	223 652	125 137	98 515
Autres produits financiers (Intérêts servis sur compte courant)	6 819	4 847	1 972
Pénalités de retard sur contribution	4 166	2 097	2 069
Total	234 638	132 080	102 558

4.2.9- Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires s'élèvent à 10 738 Dinars en 2022 et sont constitués principalement de la participation de l'ACM aux bénéfices réalisés par la société d'assurance STAR dans le contrat d'assurance maladie.

4.3- Notes sur l'état des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie a été établi selon la méthode indirecte (modèle autorisé).

L'état des flux de trésorerie au titre de l'exercice 2022 montre ce qui suit :

Désignation	2022	2021	Variation
La trésorerie au début de l'exercice	81 124	103 856	-22 731
La trésorerie provenant des activités d'exploitation	982 176	1 043 236	-61 060
La trésorerie affectée aux activités d'investissement	(221 661)	(55 490)	-166 171
La trésorerie affectée aux activités de financement	(132 980)	(1 010 477)	877 498
La trésorerie à la fin de l'année est positive et s'élève à :	708 660	81 124	627 536

4.4- Eventualités et événements survenant après la date de clôture

Aucun événement significatif de nature à affecter l'activité et la situation financière de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance n'est intervenu depuis la date de clôture.

4.5- Les engagements hors Bilan

Les engagements hors bilan au 31 décembre 2022 présentent un solde nul.